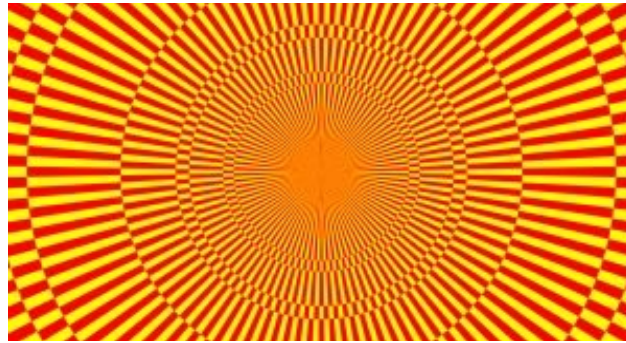




Festival FILMAR en Amérique latina (2023)



LE CHILI ET LES CHICAGO BOYS

Ce dossier accompagne une soirée thématique du Festival FILMAR en Amérique latina dans le cadre des formations du Service Ecoles-Médias. La rencontre a été organisée en collaboration avec le Latino Lab et la Maison de l'Histoire de l'Université de Genève, en novembre 2023. Ce choix a bien sûr été guidé par les cinquante ans de la mort de Salvador Allende, le 11 septembre 1973.

Vous pouvez employer ce dossier en classe indépendamment du film et de la conférence. Il est divisé en deux parties. La première (p.3) se veut destinée à l'ensemble des élèves du Secondaire II. Elle permet une vue d'ensemble des événements. La seconde partie (p.21) se concentre sur des aspects liés à l'économie en proposant différents points de vue. Une chronologie, des pistes pédagogiques et des références pour aller plus loin suivent cette sélection d'articles.



Le stade national du Chili, 1973

La soirée « Chicago boys » avec FILMAR

Si vous souhaitez reprendre le film en cours, vous pouvez contacter la responsable des programmes jeune public à ecole@filmarch.ch.

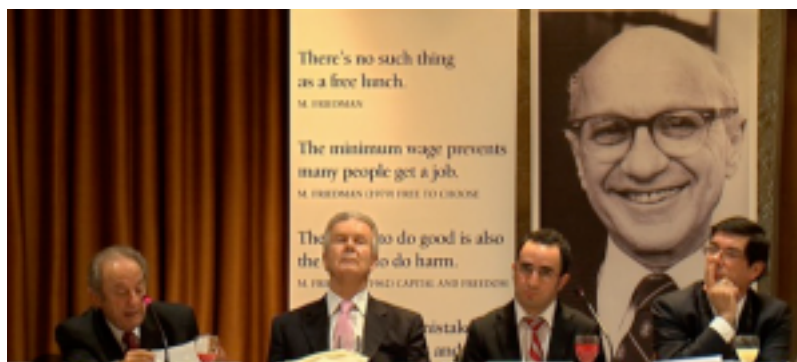
LE FILM: « Chicago boys »

Film documentaire de Carola Fuentes et Rafael Valdeavellano. Chili. 2015. 85'. Espagnol, sous-titré en français.

Après le coup d'État de 1973, la dictature de Pinochet confie à des économistes formés à l'Université de Chicago la mission de faire du Chili le bastion du néolibéralisme le plus exacerbé au monde. Alors qu'on commémore les 50 ans du coup, ce film dévoile, interviews des Chicago Boys et documentaires d'époque à l'appui, la face cachée de la « liberté économique » : la violence politique et des inégalités sociales criantes.

Carola Fuentes est une journaliste chilienne. D'abord réalisatrice de reportages d'actualité politique pour diverses chaînes de télévision, en 2012 elle rejoint La Ventana Cine, et co-dirige et co-produit Chicago Boys (2015) et El efecto ladrillo. Historias de un Chile que cambia (2022).

Rafael Valdeavellano est un réalisateur chilien. Il fonde en 2006 La Ventana Cine qui produit des documentaires socioéconomiques, tels que Chicago Boys (2015) et El efecto ladrillo. Historias de un Chile que cambia (2022), portant sur les inégalités croissantes au Chili.



LA CONFERENCE:

Les Chicago Boys au Chili. Histoire d'une « révolution silencieuse »
par Stéphane Boisard, historien, Institut Universitaire Champollion, Toulouse

Avant même la « Révolution conservatrice » de M. Thatcher et R. de Reagan, le Chili du général Pinochet (1973-1990) est devenu le modèle des théories ultralibérales défendues par M. Friedman. Derrière cette « révolution silencieuse » se trouve un groupe d'économistes chiliens formés à l'Université Chicago. Cette conférence retracera leur compromission avec l'une des dictatures les plus terribles d'Amérique latine.

Deux spectres hantent le Chili

Par Franck Gaudichaud

Le Monde diplomatique, 1er septembre 2023, 1574 mots, Dossier : 1973, année de chocs

D'un côté, un ancien médecin, les urnes et la démocratie. De l'autre, un général putschiste, les mitraillettes et la dictature. Entre les protagonistes du 11 septembre 1973, le panthéon chilien devrait pouvoir choisir. Et pourtant...

« N'oubliez jamais que bientôt s'ouvriront à nouveau les larges avenues qu'empruntera l'homme libre pour bâtir une société meilleure. » De part et d'autre du spectre politique, quasiment toutes les Chiliennes et tous les Chiliens connaissent la dernière allocution de Salvador Allende, d'où est tirée cette citation. Ce discours dit « des larges avenues », le président chilien élu en 1970 le prononce le 11 septembre 1973, lors du coup d'État fomenté par le général Augusto Pinochet. Allende est enfermé dans le palais présidentiel de La Moneda, avec quelques proches, et les armes à la main. Il sait qu'il ne sortira pas vivant de l'édifice présidentiel. Dans cette ultime adresse à la population, Allende entend laisser « une leçon morale pour châtier la félonie, la couardise et la trahison » ainsi que le témoignage « d'un homme digne qui fut fidèle à la loyauté des travailleurs » (lire « "L'histoire les jugera" »). Cinquante ans après, comme il l'avait prédit, le « métal tranquille » de sa voix continue à résonner et le premier président marxiste démocratiquement élu de l'histoire du cône Sud demeure l'une des figures centrales de l'histoire mondiale des gauches au XXe siècle.

En pleine guerre froide, l'expérience de la « voie chilienne vers le socialisme » a duré moins de trois ans (de novembre 1970 à septembre 1973). Elle a néanmoins transformé le pays andin de neuf millions d'habitants et passionné le monde intellectuel et militant, d'un bout à l'autre de la planète. Les gauches (autour du Parti socialiste et du Parti communiste), à l'origine, en 1969, de la coalition qui prend le nom d'Unité populaire (UP), proposent une transition vers le socialisme à la fois démocratique et révolutionnaire, institutionnelle, électorale et non armée : il ne s'agit plus de miser sur la guérilla et les kalachnikovs, mais sur la mobilisation des classes populaires et du mouvement ouvrier. Se fondant sur ce qu'ils estiment - à tort - relever d'une tradition historique légitimiste de l'armée et d'une certaine flexibilité de l'État chilien, Allende et les siens parient que les militaires respecteront le suffrage universel et qu'il deviendra possible d'imposer la volonté majoritaire à l'oligarchie sans tirer le moindre coup de feu. Bien loin des options stratégiques de la révolution cubaine, ce pari de rupture légaliste est considéré comme suicidaire par la gauche extraparlamentaire, dont le jeune Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), alors dirigé par Miguel Enríquez.

La victoire d'Allende, le 4 septembre 1970 (avec une majorité toute relative de 36,6 % des voix), face aux candidats de droite et démocrate-chrétien, suscite une immense vague d'espoir. Les « quarante mesures » du gouvernement, prises au tout début du mandat, visent à doper la croissance, à redistribuer - de façon très ambitieuse - les richesses, à augmenter les salaires, à approfondir la réforme agraire commencée sous le gouvernement antérieur ou encore à placer les principales ressources nationales (minières en particulier) sous le contrôle de l'État. La nationalisation de plusieurs dizaines de grandes entreprises et de 90 % des banques permet la constitution d'une aire de propriété sociale (APS), où est mis en place un système de cogestion, entre salariés et administrations publiques. Le secteur privé demeure néanmoins très présent dans l'économie nationale. Le pays vit un climat d'effervescence : les grèves, les occupations de terres ou d'usines se multiplient... Mais la gauche demeure minoritaire au Parlement.

La bourgeoisie et les grands propriétaires réagissent aux politiques de la coalition comme les vampires à l'ail : ils frissonnent d'épouvante. Le 6 novembre 1970, le président américain Richard Nixon déclare

devant le Conseil national de sécurité : « *Notre principale préoccupation avec le Chili, c'est le fait qu'il [Allende] puisse consolider son pouvoir et que le monde ait l'impression qu'il serait en train de réussir. (...) Nous ne devons pas laisser l'Amérique latine penser qu'elle peut prendre ce chemin sans en subir les conséquences.* » Le président chilien a pris ses fonctions l'avant-veille. En 1971, l'expropriation du cuivre (première réserve au monde), alors aux mains de sociétés américaines, est interprétée comme une déclaration de guerre par la Maison Blanche. Allende s'affirme, de plus, comme un leader des États non alignés. Il défend le droit des pays colonisés à l'autodétermination et dénonce le système financier international. Très tôt, l'Agence centrale de renseignement (CIA), l'ambassade des États-Unis mais aussi de puissantes multinationales affectées par les nationalisations conspirent pour abattre en plein vol cette expérience radicale originale (1).

Plutôt le terrorisme d'État que le « cancer marxiste »

À Santiago, la droite - soutenue à coups de millions de dollars par Washington, comme le démontrera une enquête du Sénat américain (2) - se fixe pour objectif de désarticuler le bloc sociopolitique qui épaula la gauche au pouvoir. Elle se met en quête d'appuis au sein des secteurs réactionnaires des forces armées. Les attentats de Patrie et Liberté, une organisation d'extrême droite, font trembler la population. Le grand patronat et certaines professions libérales déclenchent boycotts et lock-out pour ravager l'économie. Les médias conservateurs - dont le quotidien *El Mercurio* -, rouages essentiels de ce dispositif, n'ont cessé d'alerter sur les « dérives » de la « dictature marxiste ». L'étau se resserre peu à peu sur le processus révolutionnaire, tandis que l'explosion de l'inflation, le boycott international et le développement du marché noir éloignent les couches moyennes urbaines. En 1972, le Parti démocrate-chrétien cesse d'hésiter et bascule dans l'opposition frontale.

Le mouvement ouvrier résiste. En réponse à chaque tentative de grève patronale, les formes d'auto-organisation et de pouvoir populaire, notamment au sein des « cordons industriels », se multiplient (3). Mais la gauche est de plus en plus divisée, alors que le gouvernement s'évertue à croire qu'il sera possible d'éviter l'affrontement. En vain.

Le matin du 11 septembre 1973, avec l'appui de l'administration Nixon (mais aussi - on le sait aujourd'hui - de la dictature brésilienne (4)), les différentes branches des forces armées se soulèvent. La gauche se trouve désarmée tant au plan politique que militaire. La bataille du Chili prend fin, dramatiquement (5). S'appuyant sur un catholicisme national-conservateur et la doctrine de la sécurité nationale, la dictature civico-militaire ferme le Parlement, réprime dans le sang les syndicats, proclame l'état de siège, pratique la censure. Contre le « cancer marxiste », le terrorisme d'État s'abat sur le pays. Durant seize années, les militaires et la police politique torturent des dizaines de milliers de personnes, assassinent plus de 3 200 individus, dont plus d'un millier sont encore aujourd'hui disparus (leurs corps n'ayant jamais été retrouvés). Des centaines de milliers de personnes sont contraintes à l'exil. Cette période de brutalisation de masse coïncide, dès 1975, avec celle d'une thérapie de choc économique qui transforme le Chili en laboratoire à ciel ouvert d'un néolibéralisme débridé : le pays devient le parangon des « Chicago Boys » et des théories monétaristes chères à l'économiste Milton Friedman.

Cinquante ans après le coup d'État, la guerre des mémoires fait rage dans un pays profondément fracturé. Soutenu par le Parti communiste, M. Gabriel Boric (Front large) a certes réussi à battre - avec 56 % des voix - M. José Antonio Kast (Parti républicain, PR), candidat d'extrême droite, lors de la présidentielle de 2021, en affichant un programme critique du néolibéralisme (6). Mais M. Kast est arrivé en tête du premier tour, laissant loin derrière les partis traditionnels. Admirateur affiché du général Pinochet, l'homme fort des droites chiliennes est le fils d'un ancien lieutenant nazi ayant fui l'Europe. Catholique fondamentaliste, il a, comme sa famille, soutenu la dictature (l'un de ses frères en a même été ministre).

De son côté, si M. Boric cite volontiers Allende comme exemple, c'est surtout pour en appeler au respect des institutions et des droits humains face à ceux qui ont assassiné la démocratie en 1973, pas pour exalter le militant anti-impérialiste. Sans majorité parlementaire, sans réel lien avec les mouvements populaires et alors qu'une partie de sa coalition fait l'objet d'un scandale de corruption, M. Boric gouverne à l'« extrême centre » - bien loin des « larges avenues » imaginées par Allende.

Il y a deux ans, la fin des héritages autoritaires et du néolibéralisme paraissait pourtant possible, grâce à la force du grand soulèvement social d'octobre 2019. Désormais, ce sont les réactionnaires qui ont le vent en poupe. Après le rejet massif du projet de Constitution, féministe et progressiste, en 2022 par référendum, c'est paradoxalement le PR qui est maintenant chargé de conduire la rédaction d'une nouvelle Carta Magna, après ses excellents résultats aux élections constituintes de mai 2023. Les «

enfants » de Pinochet se voient ainsi attribuer la responsabilité de remplacer la Constitution de 1980, imaginée par leur mentor...

Deux spectres hantent donc toujours la politique chilienne et dessinent des voies différentes pour le pays : un ancien dictateur décédé en 2006 et jamais jugé; un socialiste pacifiste, mort avec un pistolet-mitrailleur à la main. Depuis cinquante ans, le Chili hésite...

Note(s) :

(1) Lire Evgeny Morozov, « Une multinationale contre Salvador Allende », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(2) « Multinational corporations and United States foreign policy », rapport sur les auditions conduites par le Sénat américain, Government Printing Office, Washington, DC, 1974.

(3) *¡Venceremos ! Expériences chiliennes du pouvoir populaire*, Syllepse, Paris, 2023 (deuxième édition).

(4) National Security Archive, « Brazil abetted overthrow of Allende in Chile », 31 mars 2023, Washington, DC.

(5) Patricio Guzmán, *La Bataille du Chili*, Atacama production, France-Cuba-Chili, 1975-1979, documentaire en trois parties.

(6) Lire « Tout commence au Chili », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.

11 septembre 1973 Le Chili bascule dans la dictature et les fractures

par Benjamin Delille

11 septembre 2023, 912 mots, Libération

«C'est certainement la dernière opportunité que j'ai de vous parler.» Le 11 septembre 1973, reclus dans la Moneda, le palais présidentiel en plein coeur de Santiago bombardé par l'armée de l'air chilienne, Salvador Allende fait sonner sa «voix tranquille» dans un discours vibrant retransmis par Radio Magallanes. Le président socialiste du Chili se sait condamné. Le coup d'Etat du général Augusto Pinochet est acté. Le port de Valparaiso, le principal du pays, est aux mains des mutins. Les principales antennes de radio vont cesser d'émettre. Il est décidé à mourir en martyr pour la cause progressiste qu'il incarne et pour laquelle il appelle les siens à

«garder l'espoir». «Ce sont mes dernières paroles, conclut-il. J'ai la certitude que le sacrifice ne sera pas vain et qu'au moins ce sera une punition morale pour la lâcheté et la trahison.» Une dernière photo le montre casqué dans les dépendances du palais, entouré d'hommes en armes, le regard inquiet tourné vers le ciel. Cerné par les tanks et l'infanterie, il se donnera symboliquement la mort dans le salon de l'Indépendance, dans édifice en proie aux flammes.

«LA VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME» Le 11 septembre 1973 marque une rupture historique. C'est d'abord l'épilogue d'un espoir né trois ans plus tôt, le 4 septembre 1970, avec l'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili. Déjà trois fois candidat à la mandature suprême, le voici de retour, représentant d'une gauche chilienne unie dans la difficulté. Il porte un programme révolutionnaire et démocratique, «la voie chilienne vers le socialisme», qui séduit bien au-delà des frontières de ce pays tout en longueur. En opposition totale avec la démocratie chrétienne que les Etats-Unis biberonnent de financements pour maintenir leur influence en pleine guerre froide, et se prémunir d'un nouveau Cuba, quelques années après la révolution. Contre les attentes de l'oncle Sam, Salvador Allende l'emporte alors d'un cheveu, avec 36,3 % des voix, dans un scrutin qui se joue en un seul tour. «Fils de pute», lâche Richard Nixon, le président américain, lorsque son ambassadeur lui annonce la nouvelle.

Les trois années qui suivent se lisent d'abord au rythme des déstabilisations orchestrées par les forces conservatrices du Chili, soutenues par Washington, mais aussi des divisions qui pointent dans la

coalition entre la voie légaliste d'Allende et celle de la lutte armée. La nationalisation du cuivre, la principale ressource du pays, et la réforme agraire font d'abord bondir le PIB. Puis c'est l'inflation et les pénuries, portées par des grèves souvent pilotées par la CIA -notamment celle des camionneurs en 1972 -, qui viennent casser l'élan engagé par l'Unité populaire. Depuis la Maison Blanche, on souffle sur les braises, et on laisse tranquillement l'armée chilienne nourrir l'incendie dans l'aube naissante d'un premier 11 septembre traumatique.

DICTATURE MILITAIRE Ce jour de 1973 est aussi le point de départ d'une dictature qui, cinquante ans plus tard, n'a toujours pas fini d'imprimer sa marque. Une chape de répression s'abat sur le Chili. Dans le stade national de Santiago, comme dans tous les centres de torture qui essaient sur le territoire, des centaines de militants subissent des supplices insupportables. Ceux qui le peuvent fuient, parfois aidés par les ambassades occidentales. Et dans le même temps, un contrôle politique total permet la mise en place d'une flexibilité économique maximale. Les «Chicago Boys», des économistes chiliens influencés par Milton Friedman et Arnold Harberger, transforment le Chili en laboratoire du néolibéralisme. La formule tient jusqu'en 1988 et le référendum perdu par Augusto Pinochet. Deux ans plus tard, la démocratie fait son retour, mais garde en héritage une Constitution du général, et se montre incapable de rendre la justice sur les violations des droits de l'homme commises par la dictature.

C'est toujours le cas aujourd'hui. Il aura fallu attendre les grandes révoltes de 2019, l'estallido social, pour qu'émerge l'espoir d'un changement. Mais le projet de Constitution présenté en 2022, radicalement novateur par certains aspects comme le fut le programme d'Allende, a été assez largement rejeté par les Chiliens lors d'un référendum en septembre. Neuf mois plus tard, comme rattrapé par ses démons, un pays traumatisé a voté en nombre pour l'extrême droite nostalgique de la dictature. Elle est aujourd'hui le courant le mieux représenté dans la nouvelle Assemblée constituante. Cinquante ans après le coup d'Etat, le fantôme de Pinochet rôde toujours, et le Chili se cherche encore.



CHILI: LES ANNEES PINOCHET. Pinochet, seize ans de dictature.

Par Gérard Thomas

Libération, CAHIER SPECIAL, samedi 14 novembre 1998, 3158 mots

11 septembre 1973: après le putsch qui renverse Allende, le Chili entre dans ses années de plomb. Désavoué par référendum en 1988, Pinochet rend le pouvoir en 1990. En s'assurant une retraite dorée.

Lorsqu'il apprend la victoire électorale de Salvador Allende, le 4 septembre 1970, le général Augusto Ugarte Pinochet, alors commandant de la région d'Iquique (1 600 km au nord de Santiago) réunit ses collaborateurs et leur déclare: "Allende a gagné. C'est un communiste. Le pays s'est fourré dans un sale pétrin." L'épisode, confirmé par le général, balaye les nombreuses déclarations faites sur la "loyauté constitutionnelle" de l'officier. Dès le verdict des urnes, Pinochet met la démocratie sous haute surveillance. A compter de cette date, les destins du général et du Président s'entremêlent jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui met un terme à l'expérience de "transition pacifique et dans la légalité vers le socialisme", tentée par Allende.

Originaires de Valparaiso, les deux hommes se sont croisés dans leur jeunesse dans les bars à matelots du port chilien. Mais l'aversion du fils laborieux de militaire pour l'enfant de grands bourgeois aux idées socialistes, libre penseur et franc-maçon, vice-président de la Fédération des étudiants et fort en gueule, est immédiate. A l'issue de ses études de médecine, Allende exerce dans les bidonvilles de Santiago. Cofondateur du Parti socialiste chilien en 1933, "el Pocho" devient vite la coqueluche des habitants des bas quartiers qui apprécient ses idées, sa chaleur humaine et son goût de la vie. Il a 25 ans.

Pinochet, de son côté, poursuit de strictes études au collège du Sacré-Coeur, tenu par une congrégation française. Sa mère, professeur de botanique, tient à préserver les racines francophones d'une famille originaire de Saint-Malo qui a émigré au début du XVIIIe siècle. Pinochet entre à l'Académie militaire l'année même où Allende fonde le PS. Il enseigne ensuite la géographie à l'Ecole de guerre et se passionne pour les questions de "sécurité nationale". Leitmotiv des futures dictatures latino-

américaines, mis en avant par les conseillers américains pour lutter contre la "subversion communiste".

4 septembre 1970. Allende président.

Allende abandonne tôt la médecine pour se lancer en politique. Elu député en 1938, il est, quatre ans plus tard, ministre de la Santé d'un gouvernement Front populaire avant d'accéder au Sénat en 1945. A trois reprises (1952, 1958 et 1964), il se présente en vain à la présidence. La dernière fois, il est devancé par le démocrate-chrétien Eduardo Frei (père de l'actuel président chilien). Mais, en 1967, de graves dissensions opposent le Parti démocrate-chrétien (PDC) et le gouvernement Frei. L'aile gauche du parti - majoritaire - se prononce pour une voie "non capitaliste de développement". Les conflits sociaux s'exacerbent, les grèves perturbent l'économie, les occupations de terres se multiplient. Le PDC finit par éclater: son aile droite décide de soutenir un candidat indépendant, Radomiro Tomic, à l'élection présidentielle de septembre 1970.

L'aile gauche de la démocratie chrétienne quitte alors le PDC et crée le Mouvement d'action populaire unitaire (Mapu) avec les partis communiste, socialiste, radical, social-démocrate et l'Action populaire indépendante. Réunie autour d'un programme d'Unité populaire (UP), la gauche soutient la candidature d'Allende. Le 4 septembre, ce dernier obtient 36,3% des suffrages, devançant le candidat de droite, Jorge Alessandri, et Radomiro Tomic. Il revient au Congrès de départager les deux candidats arrivés en tête. C'est Allende qui l'emporte grâce à la démocratie chrétienne, à laquelle il a promis de respecter scrupuleusement la Constitution.

Fuite des capitaux

Lorsque Allende entre en fonction, le 4 novembre 1970, la crise s'est aggravée. En deux mois, les opposants au nouveau régime ont procédé à des retraits massifs de capitaux, la production industrielle a chuté, l'approvisionnement marque le pas et le marché noir des devises s'est emballé. Le nouveau président, fort de 36% des suffrages seulement, n'en réaffirme pas moins ses grandes orientations. "Le Chili vient de donner la preuve au monde entier de son haut niveau de conscience et de développement politique. Il permet à un mouvement anticapitaliste d'assumer le pouvoir par le libre exercice des droits civiques [...] Nous en finirons avec les monopoles qui livrent à quelques familles le contrôle de l'économie [...] Nous allons mettre en oeuvre une authentique réforme agraire. Nous en terminerons avec le processus de dénationalisation de nos industries qui nous soumet à l'exploitation étrangère. Nous allons restituer à notre peuple les grandes mines de cuivre, de charbon et de salpêtre..."

Dans son réduit d'Iquique, Pinochet s'attend à être limogé. Convoqué à Santiago par le commandant en chef de l'armée de terre, le général René Schneider, il pense se voir signifier sa mise à la retraite. "Augusto, le président Allende m'a appelé pour me dire qu'il ne relèvera aucun général de ses fonctions, lui explique le commandant en chef. Tu peux retourner tranquillement à Iquique." En fait, Allende mise sur ses bonnes relations avec certains officiers supérieurs, via la franc-maçonnerie, pour neutraliser l'armée. C'est compter sans la fraction "autoritaire" de la hiérarchie: quelques jours plus tard, Schneider est assassiné par l'extrême droite militaire. Allende appelle Pinochet et lui offre le poste de commandant en chef de Santiago. "J'ai accepté en sachant très bien que le pays allait vers la débâcle, confiera le général après son coup d'Etat. Mais j'étais mieux à ce poste pour servir le Chili que chez moi."

Aussitôt constitué, le gouvernement d'Unité populaire cherche à relancer l'économie en soutenant la consommation. Contrôle des prix et augmentation des salaires parviennent à fouetter le marché. Les dépenses publiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement, des transports et de la sécurité sociale soutiennent le processus. Près de 10 millions d'hectares sont expropriés au profit de plus de 100 000 familles. La nationalisation du cuivre (principale ressource du pays) est votée à l'unanimité par le Parlement. L'opération se fait pratiquement sans indemnisation des entreprises américaines qui exploitaient les mines. Cette politique porte ses fruits pendant un moment: le PNB augmente de plus de 8% la première année, le chômage régresse, l'inflation paraît maîtrisée. Et aux élections municipales d'avril 1971, l'Unité populaire récolte plus de 50% des suffrages.

Dissensions et grèves

L'orientation socialo-communiste et la politique économique de l'UP hérissent les Etats-Unis, qui n'acceptent pas la "spoliation" de leurs intérêts. Par CIA interposée, ils déstabilisent Allende. En même temps, le fragile équilibre politique interne fondé sur le soutien de la démocratie chrétienne est mis à mal. D'autant que la confiance n'a jamais existé entre partenaires de la coalition.

Le déficit budgétaire croissant des trois années de gouvernement d'Allende (+ 33% en 1971, + 42% en 1972 et + 50% en 1973) finit par déchaîner l'inflation (509% en 1973). Marché noir et grèves reprennent. Dans les derniers mois du régime, la démocratie chrétienne et, avec elle, les classes moyennes lâchent Allende. Présidée par Patricio Aylwin, la DC prend la tête, avec les partis de droite, du mouvement de grève des mineurs d'El Teniente puis de ceux des transports publics, des petits commerçants, des professions libérales et enfin des camionneurs. Sur fond de complots, de vagues d'attentats et d'autodéfense armée, la DC accuse alors le gouvernement de "trahir la classe ouvrière qu'il avait promis de défendre".

Dans le même temps, les relations se sont détériorées entre l'UP et les forces armées. "Des milliers de délinquants défilaient dans les rues, cachés sous des passe-montagnes et armés de casques et de manches de pioche, a raconté Pinochet. Des milliers de guérilleros armés attendaient autour de la capitale pour venir assassiner les Chiliens. C'était le chaos." Sept tentatives de putsch avortent. Parallèlement, les Etats-Unis accroissent leur aide aux militaires chiliens (13 millions de dollars en 1972, contre 1 million en 1970).

Dans ce contexte, en juillet 1973, Allende demande au Parlement d'instituer la loi martiale pour six mois. "La subversion est en marche et les institutions de l'Etat sont en danger", explique-t-il. Le projet est repoussé par l'Assemblée. Fin juillet, un aide de camp d'Allende est assassiné par un commando d'extrême droite. Dans un pays paralysé, le Président est contraint de former un cabinet d'union nationale; les militaires lui apportent un soutien mesuré. Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Carlos Prats, ami du Président, accepte le ministère de la Défense. Deux autres généraux prennent les portefeuilles des Travaux publics et du Trésor.

Mais la grève des camionneurs, qui en est à sa sixième semaine, financée par Washington, empêche tout approvisionnement. Une vague d'attentats ensanglante le Chili. "Le pays est au bord de la guerre civile", prévient Allende, le 13 août, dans un discours interrompu par une panne d'électricité due à un attentat. A la fin du mois, les militaires abandonnent le gouvernement, les uns après les autres.

Allende est définitivement lâché le 23 août, lorsque le général Prats démissionne du cabinet et de ses fonctions de commandant en chef. Le Président, qui croit encore en la loyauté de Pinochet, le désigne comme successeur. En fait, le général complète depuis plusieurs semaines sous le nom de code de... Pinocchio! L'heure du golpe de estado a sonné.

11 septembre 1973. Le coup d'Etat.

A l'aube du 11 septembre 1973, alors qu'Allende se prépare à annoncer un référendum sur les institutions politiques, l'infanterie de marine se soulève à Valparaíso. Une junte, composée de Pinochet pour l'armée de terre, de l'amiral José Merino et des généraux César Mendoza (carabiniers) et Gustavo Leigh (armée de l'air), somme Allende de se rendre. Les tanks envahissent le centre de Santiago et font le siège du palais de la Moneda, où le Président s'est barricadé en compagnie de ses derniers fidèles. Tandis qu'il négocie la libération des employés de la présidence, on lui propose un avion pour quitter le pays. Des sources militaires le mettent en garde: l'avion devrait s'abîmer en mer après le décollage. Allende refuse et confirme sa décision "de résister par tous les moyens, même au prix de sa vie". Son discours est interrompu lorsque les rebelles s'emparent des émetteurs.

Allende, coiffé d'un casque de combat, ceint de l'écharpe présidentielle et armé d'une Kalachnikov offerte par Castro, tire sur les chars. Les putschistes font donner l'aviation. Peu après, l'ambassadeur des Etats-Unis sable le champagne avec son staff.

Dans les décombres fumants, les militaires découvrent les corps de Salvador Allende et de son attaché de presse, Augusto Olivares. Le Président s'est suicidé. La nuit suivante, sa dépouille est transportée au petit cimetière de Vina del Mar (à 120 km de Santiago), où elle est inhumée anonymement sous une dalle de granit. Jusqu'à l'enterrement officiel d'Allende, en septembre 1990, des bouquets de fleurs déposés sur la tombe constitueront autant de pieds de nez à la dictature. Hortensia Bussi, femme du Président, et ses deux filles, Beatriz et Maria Isabel, partent en exil.

Répression aveugle

Lorsqu'ils s'emparent de Santiago, les militaires craignent une résistance des partisans de l'UP. L'armée décide de frapper fort. En fait, l'opposition est faible, les armes stockées n'ont pas été distribuées, et peu de Chiliens sont prêts à défendre la démocratie. L'armée de terre se lance pourtant dans une répression aveugle. En intervenant contre l'ordre institutionnel, elle a perdu sa réputation surfaite

d'armée constitutionnelle (elle a tenté une dizaine de putschs en trente ans). Elle va maintenant gagner ses galons dans l'horreur.

Les opposants au golpe descendus dans les rues sont impitoyablement frappés, voire exécutés sur place. "Le rio Mapocho (fleuve qui traverse Santiago, ndlr) charriait les cadavres, se rappelle Diego, à l'époque militant communiste. La violence de la répression nous a pris de court, et de nombreux camarades ne pensaient plus qu'à se réfugier dans les ambassades étrangères." Des milliers de jeunes sont parqués dans le stade de Santiago, torturés, violés. Beaucoup sont exécutés. La répression est féroce: on arrête, on rassemble, on fusille. Elle touche surtout les militants communistes, socialistes, ceux du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et du Mapu. Près de 1800 personnes sont assassinées en quelques semaines. Officiellement, un mois après le coup d'Etat, on comptait plus de 5 000 détenus dans le stade de Santiago, 1 500 sur un bateau ancré à Valparaiso et plusieurs centaines dans des îles proches de la côte.

Dans un communiqué publié après le putsch, le chef de la démocratie chrétienne, Patricio Aylwin, félicite les nouveaux maîtres du Chili: "Le nouveau gouvernement mérite la coopération patriotique de tous les secteurs de la société. Les traditions portent à croire que les forces armées, dès qu'elles auront accompli les tâches dont elles se sont chargées pour éviter la destruction qui menaçait la nation, remettront le pouvoir au peuple souverain." Un demi-million de Chiliens est contraint à l'exil en Argentine, au Mexique, en France, en Allemagne, dans les pays scandinaves. Le gouvernement établit des listes de proscription, tandis que des milliers de syndicalistes sont déportés vers les terres australes (les relegados). Le Parlement est fermé, les partis de gauche et les syndicats sont interdits, les autres partis "suspendus". Toute tentative de manifestation est sévèrement réprimée. Des camps de prisonniers sont ouverts dans chacune des treize provinces. Couvre-feu, état de siège et état d'urgence sont décrétés sur un Chili vaincu et humilié. "Nos communiqués minoraient systématiquement l'ampleur de la répression contre les humanoïdes marxistes, nous a affirmé en 1989 le général Manuel Contreras, l'ancien chef de la Dina. Nous devions terroriser le peuple pour l'empêcher de se soulever. Le recours à la torture était systématique et les ordres venaient du plus haut niveau."

Plébiscites

Pinochet, en effet, a créé sa police politique, la Direccion de investigacion nacional, qui ne répond qu'à lui et traque les opposants. Enlèvements, disparitions et tortures dans des centres "spécialisés", comme ceux de Villa Grimaldi, Tres Alamos, Calle Londres ou Borgono (pour la capitale), se multiplient. Les supplices de l'électricité, de la baignoire, de l'émasculatation, de l'amputation des doigts et des oreilles deviennent monnaie courante. Certaines unités se spécialisent même dans l'assassinat des prisonniers par enfermement dans un grand sac avec un condor, le rapace des Andes...

Cependant, l'assassinat du général Carlos Prats, le 30 septembre 1974 à Buenos Aires, où il a trouvé refuge, et l'attentat meurtrier à la voiture piégée en plein centre de Washington contre Orlando Letellier, ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende, en septembre 1976, mettent le régime Pinochet au ban des nations. Les deux meurtres ont été commis par Michael Townley, membre de la Dina, sur ordre du général Contreras qui contrôle la police secrète. En 1977, Pinochet remplace la Dina par la CNI (Centrale nacional de investigaciones), mais la violence reste la même. Des escadrons de la mort font aussi leur apparition.

Pinochet, d'abord chef de la junte, s'est tour à tour fait nommer chef suprême de la nation, chef de l'Etat et enfin président de la République en décembre 1974. Il abandonne peu à peu son uniforme et ses lunettes noires pour le costume civil, sourire aux lèvres et le verbe populiste. "J'ai toujours été une bonne personne. Je salue les dames, je fais des caresses aux enfants, j'aide les pauvres. En fait, je suis un démocrate... à ma manière", aime-t-il confier. Le général cherche surtout à améliorer son image tout en préparant une nouvelle Constitution. Il finit par organiser un référendum, le 4 janvier 1978.

A la proposition "Face à l'agression internationale lancée contre notre patrie, j'appuie le général Pinochet dans la défense de la dignité du Chili, et je réaffirme la légitimité du gouvernement de la République [...]", une écrasante majorité de Chiliens répond oui. Fort de ce résultat, le général en profite pour épurer l'armée des officiers peu sûrs: le général Leigh est de ceux-là. Dans la foulée, huit généraux d'aviation sont mis à la retraite tandis que dix autres démissionnent. Entre-temps, la loi du 19 avril 1978 a amnistié tous les crimes et délits commis par des militaires, des policiers et des agents de sécurité du régime.

En septembre 1980, un deuxième référendum approuve la nouvelle Constitution et désigne Pinochet comme président pour un mandat de neuf ans. La Constitution prévoit qu'à l'issue de ce mandat les

citoyens se prononcent de nouveau par référendum sur le prochain candidat choisi... par les commandants en chef des armées. Cette disposition vise bien sûr Pinochet, qui régnerait alors jusqu'en 1997. L'article 45 de la Constitution lui accorde également de devenir sénateur à vie après son dernier mandat.

Libéralisme sauvage

Tout à la répression, le gouvernement militaire abandonne les rênes de l'économie aux monétaristes adeptes de l'école de Chicago, fondée par Milton Friedman. Les "Chicago Boys" (qui placent la stabilité monétaire au centre de tout) trouvent dans la dictature un prodigieux laboratoire pour mettre en oeuvre leur libéralisme sauvage: pas de grève, pas de syndicats, pas de contestation sociale... et une police omniprésente. Dans un premier temps, les droits de douane sont supprimés en pratique et le Chili est inondé de produits étrangers. Suivent privatisations, licenciements collectifs, coupes claires dans les budgets de l'éducation et de la santé, chute vertigineuse des salaires... Entre 1976 et 1980, le taux de croissance est de 7% l'an, mais les faillites se multiplient, le système financier s'enraye et le mécontentement populaire inquiète les autorités.

Neuf ans après le coup d'Etat, le peso a perdu 50% de sa valeur, 30% de la population active est au chômage, les exportations ont chuté de 18%, l'industrie est au point mort, le déficit de la balance des paiements se monte à 680 millions de dollars et la dette extérieure s'élève à 18 milliards. Tous les indicateurs sont au rouge. Les classes moyennes sont ruinées. L'échec du modèle ultralibéral est consommé le 15 décembre 1982 avec une grande manifestation dans les rues de Santiago aux cris de "Pain, travail, justice et liberté!".

Etat de siège

La faillite des "Chicago Boys" entraîne la généralisation des protestas, puis des appels à la grève générale. Afin de désamorcer le mécontentement, Pinochet publie, le 14 janvier 1983, une liste de 79 exilés politiques autorisés à rentrer au Chili. Peine perdue. Les Chiliens semblent avoir vaincu la peur.

La mobilisation des poblaciones se poursuit. Le 11 mai 1983, la première journée de "protestation civile" est organisée par la Confédération des travailleurs du cuivre. De violents heurts font deux morts parmi les manifestants et des dizaines de blessés à Santiago. Les ménagères, qui défilaient sous le gouvernement d'Unité populaire en frappant sur des casseroles pour protester contre la pénurie, reprennent du service contre le régime.

L'armée anticipe les manifestations par de violentes rafles dans les bas quartiers et réinstitue le couvre-feu. Les partis démocrate chrétien, radical, libéral et socialiste modéré se regroupent dans des structures tels le Manifeste démocratique ou le Projet démocratique national (Proden). Chaque manifestation provoque son lot de morts et de blessés.

Dans l'espoir de désamorcer la tension, Pinochet annonce le 19 août un programme de grands travaux censés créer 80 000 emplois. Un mois plus tard, pour le dixième anniversaire du coup d'Etat, cinq personnes sont tuées. Fin septembre, le mouvement se radicalise: le Mouvement démocratique populaire, formé du Parti communiste, du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et du Parti socialiste de Clodomiro Almeyda - ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende -, appelle à manifester pour chasser les militaires. Le 16 octobre, six manifestants trouvent la mort.

Certains officiers commencent à critiquer la participation de l'armée au maintien de l'ordre. En décembre 1983, le Front patriotique Manuel-Rodriguez (FPMR), émanation du Parti communiste, entame la lutte armée contre le régime. Il se spécialise dans l'assassinat de carabiniers et échoue, le 7 septembre 1986, dans un attentat à la roquette contre le dictateur.

Pinochet cède du terrain. Le 11 mars 1984, il annonce, sans en fixer la date, un référendum sur une réforme constitutionnelle afin de "poser les bases d'un rétablissement de la démocratie au Chili". Mais les protestas redoublent. Le 27 mars, le Chili est paralysé par la grève et, pour la première fois, les quartiers résidentiels de Santiago participent au mouvement. Toute l'année, les manifestations se poursuivent. Le 4 septembre, une protesta est très brutalement réprimée. Dans le bidonville la Victoria, symbole de la résistance, le prêtre français André Jarlan est assassiné par un caporal. L'état de siège est réinstauré.

"L'exemple chilien"

A partir du 11 février 1985, un étrange personnage apparaît dans les couloirs du palais présidentiel. Hernan Büchi, 42 ans, chevelu en blazer qualifié de "rock star" ou de "hippie économiste", vient d'être

nommé ministre des Finances. Ancien de Columbia University, l'homme est une forte tête et un anticonformiste. Avant le coup d'Etat militaire, il ne cachait pas sa sympathie pour le MIR, mais a renié ses convictions de jeunesse.

L'Eglise traditionnelle et les durs du régime ne font aucune confiance à ce protégé de Lucia, la femme de Pinochet. Tour à tour conseiller à l'Economie, sous-secrétaire d'Etat à la Santé, directeur général des Banques et enfin ministre des Finances, il trouve dans la dictature l'occasion de mettre en pratique ses idées. Friedmanien pragmatique et fort de l'état d'urgence, il impose une nouvelle cure d'austérité. Cette fois-ci, la recette fonctionne. En quatre ans (1985-1989), le développement des mines d'or et d'argent, des dérivés du pétrole, de l'industrie forestière, de la pêche et de la culture des fruits rend la balance commerciale bénéficiaire. La croissance se poursuit à marche forcée sans excès inflationniste, le budget est excédentaire et la dette extérieure en réduction. Mieux, les investissements étrangers - notamment australiens, européens et américains- affluent de nouveau. Toute l'Amérique latine lorgne vers "l'exemple chilien". En oubliant que plus du tiers des 13 millions de Chiliens restent sur la touche et que le Smic équivalait à 500 F. Pourtant, les Chiliens s'accrochent à un développement arraché "aux larmes et à la douleur".

Fort de ces bons résultats, Pinochet se fait désigner candidat à la présidence pour l'élection de 1989. Un référendum, le 5 octobre 1988, doit confirmer ce choix. Le 27 août 1988, Pinochet met fin à l'état d'urgence. Le 30, la junte le désigne à la candidature pour la présidence jusqu'en 1997. Dans la foulée, les partis politiques sont légalisés et tous les exilés autorisés à rentrer au pays. Mais les partis d'opposition, des socialistes-marxistes à la droite libérale, se regroupent au sein de l'Accord pour le non (à la candidature Pinochet).

Le 31 septembre, dans une allocution télévisée, le général demande aux électeurs de lui pardonner ses erreurs éventuelles: "Si j'ai fait quelque chose de mal, pardonnez-moi, supplie-t-il. Mais je crois que quand vous ferez l'addition, il y aura plus de points positifs en ma faveur que de négatifs." Le lendemain, une gigantesque manifestation regroupe dans les rues de Santiago plus d'un million de personnes en faveur du non. Et le 5 octobre, le dictateur est victime des urnes: le non recueille 56% des suffrages exprimés. "Je respecterai les résultats. Le Chili poursuivra son chemin jusqu'à la pleine démocratie sans que rien ni personne ne puisse l'arrêter", assure Pinochet.

Retraite assurée

Divisé entre ses ambitions et le verdict des électeurs, Pinochet s'attache à organiser des élections tout en multipliant les embûches. La Ley organica del Banco central, par exemple, impose l'autonomie de la Banque centrale - jusqu'à présent contrôlée par l'Etat - et lui interdit de financer des dépenses publiques. Une loi sur les forces armées impose un budget militaire qui "ne peut pas être inférieur à celui de l'année précédente, en valeur constante". Les hommes de confiance du général, tous officiers supérieurs, sont implantés dans les conseils d'administration des principales entreprises publiques et privées.

Un Conseil de sécurité nationale est par ailleurs prévu par la Constitution de 1980, et les commandants en chef des armées, le directeur général des carabiniers et certains anciens ministres en sont membres de droit. Dernière nasarde à une classe politique qu'il méprise, le dictateur relègue le futur Congrès à Valparaiso. Il conserve pour sa part ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre jusqu'en mars 1998, puis devient sénateur à vie.

14 décembre 1989. La junte à terre.

Que le dictateur s'en aille!" Vers 21h30, le 14 décembre 1989, la joie éclate enfin au Chili. Des centaines de milliers de personnes convergent en chantant vers le centre de Santiago pour une nuit de délire. Patricio Aylwin, candidat unique de l'opposition regroupée au sein de la Concertation des partis pour la démocratie remporte la présidentielle avec 55,2% des suffrages contre le candidat de la junte, Hernan Büchi (29,4%). Aylwin, dans son premier message, n'omet pas de rendre hommage aux forces armées. L'homme, qui, en 1973, avait mis de longs mois à prendre ses distances avec les militaires, confirme la couleur. Le gouvernement de "transition vers la démocratie" qui entre en fonction en mars 1990 suivra les rails des militaires. Un peu plus de social, plus de libertés, beaucoup moins de répression... mais un profond respect pour "l'oeuvre accomplie" par Pinochet. En 1994, son successeur, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, ne changera pas la ligne.

Juste avant de quitter le pouvoir, Pinochet ordonne la dissolution de sa police secrète, la CNI. Toutes les archives de "cet organisme qui a servi [son] gouvernement et n'a plus de raison d'être", selon le

dictateur, sont détruites ou transférées à l'armée de terre. En l'absence de preuves, il devient donc difficile pour le nouveau gouvernement, s'il en avait eu le désir, de diligenter des enquêtes. Quelques mois après le retour de la démocratie, une commission a été créée pour faire la lumière sur les crimes commis durant la dictature. Mais, soucieuse de ne pas offusquer l'état-major, elle a pris soin de mettre sur le même plan les exactions gouvernementales et les actes de terrorisme.

Un rapport de 2000 pages est rendu public un an après l'accession d'Aylwin à la présidence. Il fait état de 2 279 personnes assassinées par des agents de la dictature, de 641 morts "dans des conditions non élucidées" et de 957 "détenus disparus". En demandant "pardon aux familles", Aylwin a bien souligné que "l'Etat et la société dans son ensemble sont responsables et débiteurs à l'égard des victimes". Mais il n'a rien fait pour accélérer les actions judiciaires. Un temps réfugié à la Colonie Dignidad, secte composée d'anciens nazis et de leurs descendants à 200 km au sud de Santiago, le général Contreras, ancien chef de la Dina, a bien été arrêté. Mais "la démocratie chilienne n'est pas assez forte pour emprisonner 2 000 officiers coupables", affirment aujourd'hui encore de hauts responsables chiliens.

« Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du xxe siècle latino-américain, un événement-monde »

Par Olivier Compagnon

Revue internationale et stratégique, 2013/3 (n° 91), p. 97-105. DOI : 10.3917/ris.091.0097.

URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-3-page-97.htm>

(...)

L'agonie du Keynésianisme

Au-delà de l'exercice d'une violence de masse par l'État et de la rupture constitutionnelle qu'il entraîna dans un pays remarquablement stable eu égard aux aléas politiques que connut la région depuis les Indépendances, le 11 septembre 1973 fut, enfin, à l'origine d'une révolution économique qui dota le gouvernement militaire d'une identité idéologique que ne pouvait lui fournir un projet politique indigent et qui, surtout, essaïma largement, au point de devenir le patron de la bonne gouvernance mondiale une décennie plus tard – et, à quelques nuances près, jusqu'à nos jours.

Dans la première moitié du xxe siècle, les conséquences économiques de la Première Guerre mondiale et de la crise de 1929 avaient convaincu une partie des élites politiques latino-américaines des dangers d'une trop grande dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières et de la nécessité d'un développement endogène. En octobre 1938, l'accession au pouvoir d'un Front populaire au Chili signa les véritables prémices d'une immixtion de l'État dans les affaires économiques et sociales. Sous la présidence du radical Pedro Aguirre Cerda, une série d'initiatives rompèrent avec le libéralisme jusque-là dominant et signèrent la naissance d'une politique publique de développement dont les résultats furent palpables dans la décennie suivante – par exemple en matière d'électrification du pays ou de mécanisation de l'agriculture. De nombreuses mesures dans le domaine de l'éducation tendirent également à faire de l'État un agent de promotion sociale et de démocratisation, si bien que le Front populaire jeta les bases sinon d'un État-Providence, du moins d'un indéniable interventionnisme à visée développementaliste et égalitariste [11]. Les années 1970-1973 au Chili peuvent ainsi être pensées comme l'acmé de cette séquence initiée dans les années 1930 : dès l'accession de S. Allende au pouvoir, en effet, le gouvernement annula une récente hausse des tarifs de l'électricité, lança un plan d'urgence prévoyant la construction de 120 000 logements, décida le paiement immédiat des retraites et accorda 3 000 bourses à des enfants mapuches pour améliorer l'insertion éducative de la minorité indienne. Au-delà des mesures d'urgence destinées à répondre aux attentes des plus démunis, quelques grands axes se dégagèrent en vue de réformes structurelles. Le premier d'entre eux résida dans une sorte de « New Deal » chilien, fondé sur une redistribution des richesses (hausse de salaires, augmentation des prestations sociales) accompagnée d'un blocage partiel des prix, qui permit une hausse des revenus des secteurs défavorisés. Une fièvre de la consommation provoqua alors un redémarrage de la production industrielle, une réactivation du commerce et une baisse sensible du nombre de chômeurs. L'approfondissement de la réforme agraire constitua le second axe important de la politique économique et sociale de S. Allende : sur la base d'une loi promulguée par Eduardo Frei

en 1967, l'UP expropria et redistribua en six mois presque autant de domaines que le gouvernement démocrate-chrétien ne l'avait fait [12]. Dernier volet de cette politique de rupture : un ambitieux programme de nationalisations, conforme au programme de l'UP qui prévoyait d'éradiquer le capitalisme monopolistique, tant national qu'étranger. Le processus commença dès décembre 1970 dans le domaine de l'industrie textile et se poursuivit l'année suivante dans les secteurs de la banque, de la chimie, de la sidérurgie ou du charbon – parfois sous la pression de travailleurs en grève occupant les locaux de leur entreprise –, pour culminer en juillet 1971 avec une modification constitutionnelle adoptée à l'unanimité par le Congrès qui permit la nationalisation complète des mines de cuivre [13]

Plus encore qu'une rupture avec les trois années de l'UP, le coup d'État du 11 septembre signa donc la clôture d'un cycle d'inspiration keynésienne vieux d'un demi-siècle ou presque, qui avait cherché à promouvoir une certaine idée de la démocratie sociale. Aux stratégies interventionnistes se substitua, en effet, l'influence des théories néolibérales élaborées à la School of Economics de l'Université de Chicago autour de Milton Friedman. Le processus d'importation du monétarisme fut initié dans les années 1950 par des accords de partenariat entre l'Université de Chicago et l'Université catholique de Santiago, qui permirent à de jeunes étudiants tels que Sergio de Castro – ministre de l'Économie d'avril 1975 à décembre 1976, puis ministre des Finances jusqu'en avril 1982 – de se former aux États-Unis dans un rejet radical des préceptes keynésiens qui avaient alimenté une bonne partie de l'économie politique latino-américaine depuis les années 1930. L'action des Chicago Boys commença par une phase dite d'« ajustement récessif » (contrôle de l'inflation et stabilisation monétaire, baisse drastique des dépenses publiques et lutte contre le déficit budgétaire, privatisations et réduction considérable des attributions de l'État) qui porta rapidement ses fruits, puisque l'économie chilienne vit ses exportations augmenter de manière considérable, attira plus que jamais les investisseurs étrangers et retrouva des taux de croissance spectaculaires (9,9 % en 1977, 8,3 % en 1979) [14]. En confiant les destinées économiques du pays à une nouvelle génération d'économistes, le général A. Pinochet offrit donc aux tenants du néolibéralisme un laboratoire grandeur nature qui eut tôt fait d'incarner, aux yeux d'institutions financières comme le Fonds monétaire international ou d'élites politiques en mal de solutions concrètes face à la crise, le remède miracle. Dès lors, le « modèle chilien » essaima rapidement en Europe – des années Thatcher en Grande-Bretagne à partir de 1979 au tournant de la rigueur des socialistes français en 1983 – et aux États-Unis durant les deux mandats de Ronald Reagan, au point d'être érigé en norme internationale de gouvernance au tournant des années 1980 et 1990, dans le cadre du « consensus de Washington ».

Bien qu'offrant des perspectives de relance économique improbables dans le contexte international de l'époque, ces politiques portaient toutefois en elle un coût social très important dont la destruction des services publics, la paupérisation de larges secteurs de la population, l'érosion des classes moyennes et le creusement des inégalités dans la répartition des richesses constituèrent les aspects les plus visibles. En 1990, 48,3 % de la population latino-américaine – soit 200 millions d'individus – vivait sous le seuil de pauvreté contre 40,5 % dix ans plus tôt : aux multiples inégalités héritées du temps long de l'histoire, la mutation néolibérale a ajouté de nouvelles formes d'exclusion sociale en l'espace de quelques années. C'est bien dans le Chili d'A. Pinochet, à la suite du 11 septembre 1973, qu'elle fit ses premiers pas [15].

[11] Voir Alberto Aggio, *Frente Popular. Radicalismo e Revolução...*

[12] Entre 1970 et 1973, 6 millions d'hectares furent attribués à quelque 100 000 familles paysannes qui accédèrent ainsi à la propriété.

[13] Pour une vue d'ensemble sur l'UP, voir Julio Pinto Vallejos (dir.), *Cuando hicimos historia. La experiencia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005.

[14] Voir Juan Gabriel Valdés, *Pinochet's Economists: The Chicago School of Economics in Chile*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; et Patricia Olave Castillo, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía*, Mexico, UNAM, 1997.

[15] Parfois baptisé le « jaguar de l'Amérique latine », le Chili porte toujours en lui les stigmates sociaux de la rupture néolibérale, que les différents gouvernements de la transition ne remirent pas en question.

BLOGS

Il y a cinquante ans, le 11 septembre chilien...

Par Pascal Holenweg

<http://pascal-holenweg.blogspot.com/2023/09/il-y-cinquante-ans-le-11-septembre.html>

i presente !

Aujourd'hui, 11 septembre, nous sommes la journée mondiale contre le terrorisme, et on se doute bien qu'il ne s'agit pas de dénoncer le terrorisme d'Etat... Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne, qu'on disait loyale à la Constitution, sous les ordres du général Pinochet, qu'on disait loyal au pouvoir démocratiquement institué, renversait la Constitution, le gouvernement, la démocratie et le président élu, le socialiste Salvador Allende -qui, se la donnant lui-même, trouve la mort ("je paierai de ma vie ma loyauté au peuple") dans ce pronunciamiento dont on n'allait pas tarder à découvrir qu'il était aussi fasciste que celui de son illustre prédécesseur, Franco, mais qu'il était aussi plus que teinté de néo-libéralisme. Ainsi, le Chili sombrait dans une chimère crapuleuse et sanguinaire, un fascisme néo-libéral, juste avant que le Portugal, la Grèce puis, enfin, l'Espagne ne s'extirpent d'autres variantes du même mal. A Genève, cette rupture dans l'histoire chilienne et dans celle de toute l'Amérique du Sud (elle avait été précédée de moins de trois mois par un coup d'Etat en Uruguay, elle sera suivie de cinq ans de l'instauration en Argentine d'une dictature plus sanglante encore que celle qui sévira au Chili), sera commémorée aujourd'hui à l'initiative de la coordination Chili-Genève, sous le titre générique "Ecrire notre histoire", d'après (on trouvera le programme de cette journée sous <https://chiligenève.ch>), avec, aujourd'hui à 15h.30, partant de la place des Nations, une marche en mémoire des milliers de "disparus" laissés derrière elle par la dictature.

Caminante, no hay camino, se hace camino al andar

Le 4 septembre 1970, Salvador Allende est élu à la présidence du Chili, face aux candidats de droite et d'extrême-droite. Il n'a certes obtenu qu'une majorité relative (l'élection se joue en un seul tour), mais il l'a obtenue au suffrage universel, et c'est la première fois qu'un socialiste est démocratiquement élu à la tête d'un Etat d'Amérique "latine". Son gouvernement sitôt nommé, il prend quarante mesures de redistribution des richesses, d'approfondissement de la réforme agraire, de nationalisations de grandes entreprises et de la grande majorité des banques, d'instauration d'une propriété sociale cogérée, expropriation du cuivre aux mains de sociétés américaines... Les grèves et les occupations de terre accompagnent les réformes légales : on est dans un processus à la fois institutionnel et "mouvementiste", réformiste et révolutionnaire, légaliste et anticapitaliste, national et internationaliste... et qui sait qu'en Amérique latine, la lutte contre les inégalités est la condition d'un soutien des plus pauvres à la démocratie.

Dans le "Monde Diplomatique" de septembre, Régis Debray se souvient : je "me repens encore du petit ton prétentieux de donneur de leçons marxiste-léniniste qui fut le mien en conversant avec le président du Chili (...). Lui, le "réformiste; moi, le "révolutionnaire". Un cliché. Un jeu de rôles. La boursouffure de l'époque". Sa boursouffure et son simplisme, aussi. Même le Che l'avait pourtant reconnu : Salvador Allende et lui vont "au même endroit par d'autres chemins". Ce chemin, ce fut pour l'Unité Populaire celui d'une "voie chilienne vers le socialisme", qu'arpentera pendant moins de trois ans Salvador Allende, de son élection à la présidence le 4 septembre 1970 à sa mort le 11 septembre 1973 dans son palais assiégé et bombardé par l'aviation militaire de son propre pays... Cette "voie chilienne vers le socialisme" se voulait à la fois démocratique et révolutionnaire : "nous voulons ouvrir la voie au socialisme, et le socialisme ne s'impose pas par décret", résumait Allende, convaincu qu'on peut faire la révolution sans couper des têtes, si on fait ce qu'on a dit qu'on ferait (des réformes radicales), et que "le peuple uni ne sera jamais vaincu" par ses adversaires intérieurs (la droite et l'extrême-droite, l'oligarchie économique et sociale, la hiérarchie de l'église catholique, les media de droite) -mais le président chilien sous-estimait la peur d'abord, la haine ensuite (Allende ? "un fils de pute", pour Nixon), que son expérience inspirait aux Etats-Unis, d'autant plus intense qu'il avait affirmé le Chili comme un pays non-aligné, qu'il défendait le droit des pays colonisés à l'indépendance et dénonçait le système financier international. Et recevait même Fidel Castro. Deux mois après l'élection d'Allende, le président américain Richard Nixon déclarait : "Notre principale préoccupation

avec le Chili, c'est le fait (qu'Allende) puisse consolider son pouvoir et que le monde ait l'impression qu'il serait en train de réussir (...). Nous ne devons pas laisser l'Amérique latine penser qu'elle peut prendre ce chemin sans en subir les conséquences". Il faut donc qu'Allende et l'Unité Populaire échouent. Il faut que la voie démocratique vers le socialisme soit une impasse. L'Empire (la CIA, l'Ambassade, les multinationales) a contre-attaqué, usant de tous les moyens à sa disposition : blocus économique, financement d'actions de sabotages, de lock-out, d'assassinats., pressions politiques pour pousser la démocratie-chrétienne dans l'opposition frontale. Et finalement, avec le soutien d'autres dictatures militaires (comme celle sévissant au Brésil) organisation d'un coup d'Etat, et couverture de toutes les exactions qui ont suivi.

Le 11 septembre, le terrorisme d'Etat s'abat sur le Chili : Pendant seize ans, l'armée et la police torturent des dizaines de milliers de personnes, en assassinent plus de 3200 (Il y a encore 1162 disparues et disparus ou dont l'exécution a été reconnue sans que leur corps soit remis), violent les femmes "fichées" comme militantes de gauche, contraignent des centaines de milliers de Chiliens et de Chiliennes à l'exil. Comme en Allemagne quarante ans plus tôt, on brûle dans les rue les livres interdits -dont, évidemment, ceux de Pablo Neruda, qui avait reçu le Prix Nobel deux ans avant l'élection d'Allende et mourra douze jours après lui, peut-être empoisonné, alors qu'il s'apprêtait à repartir en exil. Le pouvoir militaire en place adopte une politique économique et financière monétariste, celle des "Chicago Boys", les disciples de Milton Friedmann, qui paupérise massivement la population en privatisant tout aussi massivement tout ce qui pouvait l'être, à commencer par tout ce qui avait été nationalisé depuis trois ans . Le 11 septembre, dans les beaux quartiers, on festoie : "la gauche unie était une saloperie".

Pinochet annonce qu'il va "éradiquer le marxisme". Des centaines de milliers de Chiliennes et de Chiliens fuient leur pays. Ils se réfugient dans les rares pays encore démocratiques d'Amérique latine, mais, pour nombre d'entre eux, en Europe, même dans l'Espagne franquiste, mais surtout en France et en Italie, pourtant toutes deux gouvernées par la droite. En Suisse, près de 6000 Chiliennes et Chiliens demanderont l'asile entre 1973 et 1990 (mais seuls 200 pourront arriver , en 1973). Ils auront à faire face à l'extrême méfiance des autorités fédérales, qui se refusent d'ailleurs à condamner le Coup d'Etat de Pinochet, mais ils bénéficieront d'un mouvement populaire de solidarité assez exceptionnel. la Croix-Rouge a ouvert des centres d'accueil, le Centre social protestant a coordonné l'accueil des réfugiés, l'Action Places gratuites fera entrer des centaines d'exilés chiliens dans un pays qui rechignait à les accueillir (pensez, des "rouges"... rien à voir avec les Hongrois de 1956 ou les Tchèques et les Slovaques de 1968). A Genève, jusqu'à vendredi, l'exposition "No Memorials" retrace, aux Communs, les "histoires matérielles de l'exil chilien à Genève »

"N'oubliez jamais que bientôt s'ouvriront à nouveau les larges avenues qu'empruntera l'homme libre pour bâtir une société meilleure" : ainsi Salvador Allende, assiégé dans son palais présidentiel, et sachant qu'il n'en sortira pas vivant, prend congé du peuple chilien : "Travailleurs de ma patrie, j'ai confiance dans le Chili et son destin. Que nous enseigne la tragique expérience de l'Unité Populaire ? Que le passage pacifique, démocratique, légal au socialisme est illusoire parce que les forces qui ont tout à perdre à un tel passage useront de tous les moyens, à commencer par la force, pour le rendre impossible ? Que le respect de la légalité "bourgeoise" est incompatible avec le développement d'un réel pouvoir populaire ? Mais alors, de quels autres moyens que la démocratie, de quelles autre instruments que le droit de vote, de quelle autre stratégie que l'unité populaire user, si nous ne renonçons pas au projet de "changer la société (et la vie...)" ? Ceux, jacobins, blanquistes, léninistes, de la prise du pouvoir par les armes et du maintien au pouvoir par la violence répressive ? C'est Orwell qui répond : le but du pouvoir, c'est le pouvoir, pas le changement social. On est même plus là dans une illusion, mais dans une impasse. Alors quoi ? la révolution par en bas, comme dans la Catalogne libertaire, le Chiapas zapatiste, le Rojava kurde, où les armes ne servent qu'à défendre non un pouvoir pris, mais la construction d'une autre société par en bas, par la société elle-même ? On n'a pas la réponse. Il y a un chemin, et on le cherche. On ne sait pas si on le trouvera, mais on sait qu'on ne le trouvera pas sans le chercher, ou sans le tracer, comme nous y invite Pablo Neruda, mort douze jours après Allende et dont les funérailles que le pouvoir ne pouvait interdire, parce que tous les media étrangers étaient là, furent celles d'Allende : le chemin se trace en cheminant. En cheminant, on avance comme on peut, quand on le peut, pour conquérir de nouveaux droits et de nouvelles libertés, et on résiste aux forces de recul comme on le doit, quand on le doit. Le Chili a un président de gauche, Santiago une maire de gauche, mais le négationnisme sévit et le directeur d'Amnesty International Chili peut s'inquiéter de l'existence d'un "secteur politique héritier de la dictature, qui revendique le coup d'Etat et justifie, voire minimise, les violations des droits humains", et refuse de répondre

positivement à l'appel du nouveau président (de gauche) du Chili, Gabriel Boric, de condamner le coup d'Etat de 1973. En 2019, un mouvement populaire a vu des centaines de milliers de Chiliens et de Chiliennes descendre dans la rue pour exiger la justice sociale. Trois ans plus tard, un projet de nouvelle constitution (le Chili vit toujours sous l'empire de celle, pinochétiste, de 1980), qui reprenait des revendications de ce mouvement populaire, a été rejeté par 62 % des suffrages...

"Caminante, no hay camino, se hace camino al andar" (Pablo Neruda)

Extrait de Franck Gaudichaud, Découvrir la révolution chilienne (1970-1973), Les Éditions sociales, Paris, 2023.

« El siglo XXI », revue de presse sur le Chili <https://el-siglo.blogspot.com/2023/09/lhistoire-les-jugera.html>

Salvador Allende reçoit, dès l'aube, les informations concernant la situation à Valparaíso, et après plusieurs échanges avec son ministre de la défense, Orlando Letelier, comprend la gravité de la situation. Il décide ainsi de gagner le palais présidentiel, accompagné de ses plus fidèles collaborateurs, notamment le médecin Augusto Olivares et le politiste Joan Garcés, mais aussi des hommes du GAP (le « groupe des amis du président »), sa garde personnelle. Il a parfaitement conscience qu'il affronte une opération coordonnée de grande envergure. Avant 11 heures, les quelque trois cents carabiniers présents à La Moneda se sont retirés sur ordre de leur hiérarchie. Allende reste seul avec quelques dizaines de proches : les photos en noir et blanc, quelques heures avant sa mort, le montrent casqué et armé d'un fusil de guerre. Ces hommes doivent affronter un déploiement militaire sans précédent, tout d'abord de tanks, puis, face au refus du président de se rendre, subissent le bombardement répété du palais par deux avions de combat. Le premier étage est partiellement détruit et l'incendie gagne tout l'édifice.

Dans son ultime intervention, Allende condamne la « trahison » de généraux « félons », responsables de la rupture de l'ordre institutionnel. Jusqu'à la fin, le président se place comme garant de la légalité républicaine, rappelant son engagement en faveur d'une voie non armée vers le socialisme. Il montre qu'il reste jusqu'à son dernier souffle convaincu de la justesse de ce qu'il considère comme la tradition démocratique et le constitutionnalisme des forces armées chiliennes.

Le 9 août, croyant encore en la possibilité d'une issue institutionnelle, Allende avait à nouveau incorporé des militaires au gouvernement, avec un cabinet civilo-militaire d'union nationale, en vain. Il a aussi cherché désespérément à trouver un terrain d'entente avec la démocratie chrétienne, qui se traduit par de nombreuses concessions. Mais rien n'y fait. Le 22 août, la Chambre des députés se prononce pour déclarer inconstitutionnel le gouvernement, donnant le feu vert à une intervention. Sous pression, le général en chef des armées, Carlos Prats González, démissionne. Allende nomme alors Pinochet, qu'il pense légaliste. Opportuniste, ce dernier choisit seulement le 8 septembre, convaincu par le général Gustavo Leigh (aviation), de suivre la conspiration. Mais si plusieurs officiers de haut rang décident de se retirer ou sont arrêtés, c'est bien le commandement des trois armées et celui des carabiniers qui conduisent le putsch.

Les articles. Seconde partie: Economie

Manière de voir

Milton Friedman (1912-2006), Le père des "Chicago Boys"

Manière de voir, no. 91, Les dossiers de la mondialisation, 1er février 2007, 365 mots, p. 84

Milton Friedman est né à Brooklyn, de parents émigrés de Roumanie. Diplômé de l'université Columbia, de New York, en 1946, il collabore dès 1937, et jusqu'en 1981, au Bureau national de la recherche économique, où il mènera des recherches sur l'histoire monétaire des Etats-Unis et de l'Angleterre. Professeur à l'université de Chicago à partir de 1946, il quitte cet établissement en 1977 pour rejoindre la Hoover Institution à Stanford, en Californie. Conseiller économique du candidat républicain ultraconservateur Barry Goldwater en 1964, il jouera le même rôle auprès de Richard Nixon et de Ronald Reagan. Présent à la réunion de fondation de la Société du Mont-Pèlerin en 1947, il la présidera de 1970 à 1972. Le prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel lui sera décerné en 1976 - prix qui suscitera la colère des comités d'appui à la démocratie chilienne renversée par Augusto Pinochet, dont les "Chicago Boys" - formés par Friedman - étaient les conseillers.

Si Hayek est le plus subtil penseur du néolibéralisme, Friedman en est le plus efficace propagandiste. Outre les articles et livres scientifiques, il a utilisé, pour répandre ses idées, des ouvrages de vulgarisation, les journaux, les magazines - y compris la revue *Playboy* -, la radio et la télévision.

Persuadé de l'efficacité des mécanismes du marché, Friedman a proclamé, dans *Capitalisme et liberté* (1962), que la liberté économique est la condition nécessaire à l'existence de la liberté politique. Il mène une lutte acharnée contre toutes les formes d'intervention de l'Etat dans l'économie. Il critique les "rigidités" du marché du travail, le pouvoir syndical, l'assurance-chômage, le salaire minimum, le contrôle des loyers. Il propose de remplacer toutes les mesures de sécurité sociale par un impôt négatif sur le revenu. Partisan de la flexibilité des prix, il prône la flexibilité des taux de change entre les monnaies et, bien sûr, la liberté de circulation des capitaux.

Friedman est le fondateur de ce qu'on a appelé le monétarisme, vision économique qui s'appuie sur une réhabilitation de la théorie quantitative de la monnaie rejetée, entre autres, par John Maynard Keynes. Selon cette vision, toute variation dans la quantité de monnaie est suivie d'une variation identique dans le niveau général des prix. La monnaie est donc neutre, et il importe de combattre l'inflation en enlevant aux autorités politiques et monétaires le pouvoir d'en manipuler la quantité. De manière plus générale, il faut abolir le pouvoir discrétionnaire qu'ont les pouvoirs publics de contrôler l'économie par des mesures budgétaires et monétaires, qui sont plus nuisibles qu'efficaces.

Cette inefficacité est mise en lumière, en outre, par la théorie du taux naturel de chômage avancée par Friedman en 1968. Il existerait ainsi, dans toute économie, à tout moment, un taux naturel déterminé par la structure de l'économie, en particulier les caractéristiques du marché du travail, qu'il est impossible de réduire par des politiques économiques sans déclencher une accélération constante de l'inflation. Seules des "réformes structurelles" destinées à flexibiliser le marché du travail et augmenter la "liberté économique" sont de nature à réduire le taux naturel de chômage.

G. D.

L'ÉCONOMISTE ET LA POLITIQUE

Qu'est allé faire Milton Friedman au Chili ?

Par Pascal Salin (*)

Le Monde, 14 octobre 1980, 1607 mots

Fondateur de l'école " monétariste " moderne, qui a inspiré de nombreuses politiques depuis une dizaine d'années, M. Milton Friedman, prix Nobel 1976, prononce, le 17 octobre à Paris, sous les auspices de la Société d'économie politique, une conférence sur le sujet suivant : " Reagan ou Carter, quelle différence pour les économies occidentales ?" Le chef de file de l'école de Chicago a souvent été critiqué pour les conseils que lui ou ses élèves, ont pu donner à tel ou tel gouvernement. Pascal Salin répond ici à ces critiques.

TOUTES les sciences ont progressé dans la mesure où "Ses hommes ont adopté une attitude scientifique, c'est-à-dire qu'ils ont su séparer l'aspect normatif et l'aspect positif de leur domaine d'étude. Cela est malheureusement trop rarement le cas en économie et il est fréquent de voir dénoncer une proposition scientifique à partir de préjugés idéologiques. Il est ainsi facile de faire la petite expérience suivante : avancer l'idée que pour combattre l'inflation il n'est d'autre moyen qu'une politique monétaire restrictive et on vous répondra presque, inmanquablement : " Il s'agit là d'une recette monétariste, le monétarisme, c'est M. Milton Friedman, or M. Milton Friedman a été le conseiller économique du régime de Pinochet au Chili, le général Pinochet est un fasciste qui a empêché l'expérience populaire d'Allende, donc le monétarisme est une doctrine abjecte que seuls des fascistes peuvent soutenir."

On aurait un peu honte à récuser ce genre de simplismes si, précisément, ils n'étaient pas adoptés par des personnes bardées de diplômes et de responsabilités. Nous ne prétendons certes pas que le monétarisme exprime une vérité scientifique, car personne ne peut prétendre connaître la " vérité ", mais il est important de savoir si le monétarisme (ou, tout au moins, certaines de ses propositions) permet, mieux que d'autres théories, d'expliquer certains phénomènes, de les prévoir et de les corriger.

Se substituant à la discussion scientifique, le totalitarisme idéologique empêche tout progrès de la connaissance. Notre propos ici ne sera pas de discuter de la portée du monétarisme, mais simplement d'utiliser un cas témoin, celui des liens entre M. Milton Friedman et le Chili, pour mieux comprendre les rapports entre la politique, l'économie, les intellectuels et le public.

Essayons d'abord de préciser les faits. M. Milton Friedman s'est rendu une seule fois au Chili, en mars 1975, pour une visite de six jours, en compagnie d'un autre économiste de Chicago, M. Arnold Harberger. Ils étaient invités non pas par le gouvernement chilien, mais par une fondation privée pour donner des conférences sur les difficultés de l'économie chilienne et les remèdes qu'on pourrait lui apporter. En particulier, M. Milton Friedman a donné deux conférences à l'Université catholique du Chili et à l'Université nationale du Chili sur " La fragilité de la liberté ", où il a caractérisé l'actuel gouvernement du Chili comme un gouvernement qui renie et réduit la liberté à de nombreux et importants points de vue et il a exprimé l'espoir que dans le proche futur les Chiliens pourraient à nouveau bénéficier d'une totale liberté politique et intellectuelle (1).

Ainsi M. Milton Friedman est allé défendre publiquement la liberté dans un pays où elle est bafouée. Comme le précise encore M. Arnold Harberger, M. Milton Friedman a refusé d'être nommé docteur honoris causa de deux universités chiliennes, " précisément parce qu'il sentait que le fait d'accepter ces honneurs de la part d'universités qui reçoivent des fonds du gouvernement pourrait être interprété comme une approbation de la politique officielle " (2).

Les " Chicago boys

Que sont par ailleurs les " Chicago boys ", ces anciens étudiants d'économie de Chicago qui seraient les supports - ou les suppôts - du régime et dont on laisse entendre qu'ils auraient été mis en place grâce à l'influence de leur maître, M. Milton Friedman, auprès du gouvernement chilien ? L'histoire en est en fait plus simple. Il a existé un accord entre l'université de Chicago et l'Université catholique du

Chili de 1956 à 1964, qui a permis, grâce à un financement américain, à un certain nombre d'économistes de Chicago d'enseigner au Chili et à certains étudiants chiliens d'étudier à Chicago.

Ces derniers ont évidemment suivi les cours de M. Milton Friedman, même si celui-ci n'avait aucun rôle particulier dans l'accord en question. Les destins de ces étudiants ont été variés. Certains ont eu des positions officielles dans les gouvernements antérieurs au régime de Pinochet; sous ce dernier régime, certains ont obtenu des positions officielles ou ont gardé celles qu'ils avaient, d'autres les ont quittées et ont préféré l'exil. Pour citer encore Arnold Harberger, " chaque individu a dû faire face non pas seulement une fois, mais à plusieurs occasions et de différentes manières, aux pénibles nécessités du choix. Milton Friedman et moi-même, bien que nous maintenions fermement notre propre position vis-à-vis du gouvernement chilien, gardons une grande sympathie pour nos anciens étudiants... Nous respectons leurs choix et leurs jugements individuels, même lorsqu'ils diffèrent des nôtres ".

Au-delà des faits, cet épisode nous conduit à poser une question importante : jusqu'à quel point un intellectuel peut-il conseiller un gouvernement qui ne respecte pas certaines libertés et qui ne partage pas les idéaux de l'intellectuel en question ? Il y a là, bien sûr, un domaine qui relève de la moralité personnelle, mais aussi d'évaluations du présent et de paris sur le futur, de telle sorte que seuls les esprits totalitaires, de quelque bord qu'ils se trouvent, persuadés de détenir la vérité, se permettront de donner une réponse sans nuances.

Redisons-le, dans le cas d'espèce, M. Milton Friedman n'a jamais officiellement conseillé le gouvernement chilien, il a seulement exprimé son opinion sur la conduite de la politique économique du Chili, qu'il a certainement discutée par ailleurs avec certains de ses anciens élèves. Dans quelle mesure cela était-il justifié ?

Aucune réponse ne peut être meilleure, sur ce point, que celle qui a été donnée par M. Milton Friedman lui-même. A un collègue qui lui reprochait ses liens avec le Chili, M. Milton Friedman répondait ceci (3) : " Vous utilisez un étalon de mesure double et curieux. Il y a quelques années, j'ai passé deux semaines en Union soviétique. Plus récemment, j'ai fait plusieurs voyages en Yougoslavie, où j'ai travaillé à la banque centrale et avec elle et où j'ai donné des conférences patronnées par elle. Cependant, je ne vous ai jamais entendu vous plaindre de ce que j'ai donné aide et soutien à ces régimes totalitaires avec leurs millions d'innocentes victimes. Je n'approuve aucun de ces régimes autoritaires, ni les régimes communistes de la Russie et de la Yougoslavie ni les juntes militaires du Chili et du Brésil. Mais je crois que je peux apprendre en les observant et que, dans la mesure où mon analyse de leur situation économique les rend capables d'améliorer leurs performances économiques, ceci peut probablement accélérer et non retarder un mouvement vers plus de libéralisme et de liberté (4). "

Après avoir précisé qu'un régime dictatorial - comme celui du Chili - présentait peut-être un avantage sur un régime totalitaire, " puisque, aussi méprisable que soit un régime dictatorial, il laisse au moins plus de place à l'initiative individuelle et à la sphère privée de la vie ", ce qui lui permet d'évoluer vers un régime plus libéral comme les expériences historiques le confirment, M. Milton Friedman ajoute : " Pour en revenir au Chili, ma brève visite là-bas m'a persuadé d'une chose : la probabilité que la junte soit ou puisse être temporaire et qu'il soit possible de restaurer la démocratie, dépend de manière cruciale de la capacité du régime à améliorer la situation économique et à éliminer l'inflation. L'échec signifierait un resserrement du contrôle par ce gouvernement ou par un autre qui lui succéderait. Seul le succès permet la libéralisation, comme cela a été le cas au Brésil dans une certaine mesure... Dans la mesure où nous avons été capables de donner de bons conseils économiques, je crois que nous avons contribué à renforcer les forces en faveur de la liberté et non le contraire. "

Prix Nobel

Certes, on peut ne pas partager l'optimisme relatif de M. Milton Friedman, on peut considérer ses paris sur le futur comme illusoire. Dans ce domaine, la science ne nous est pas d'un grand secours, même si l'histoire semble apporter un appui à ses vues. Ces déclarations de M. Milton Friedman nous font en tout cas connaître de manière précise ses motivations dans l' " affaire chilienne ". La querelle dans laquelle il s'est trouvé impliqué à propos du Chili, en particulier lorsqu'il a obtenu le prix Nobel d'économie, nous paraît alors caractéristique d'un climat intellectuel où certaines personnalités utilisent leur nom et leur renom au profit de procédés indignes.

Ainsi, lorsque M. Milton Friedman a été désigné comme lauréat du prix Nobel en 1976, le journal The Times a reçu deux lettres émanant chacune de deux prix Nobel, reprenant les mensonges habituels sur la "collaboration " entre M. Milton Friedman et le gouvernement chilien. Ces lettres émanaient, d'une

part, de David Baltimore (prix Nobel de médecine en 1975), S.E. Luria (médecine, 1969), qui prétendaient que Milton Friedman "a été un conseiller économique majeur et un supporter de la junte chilienne" et, d'autre part, de G. Wald (médecine, 1967) et Linus Paulino (chimie, 1954 et paix, 1962).

M. Milton Friedman ayant écrit aux personnalités en question, de manière à leur préciser les faits exacts, deux d'entre elles ont négligé de répondre, les deux autres - David Baltimore et S.E. Luria - se contentaient d'écrire qu'on ne pouvait pas ne pas associer M. Milton Friedman à la politique de "traitement de choc" adoptée par le gouvernement chilien et donc aux "politiques économiques et aux actions répressives qui constituent des aspects inséparables du régime de la junte chilienne". Le lecteur appréciera probablement au passage l'assurance avec laquelle deux spécialistes de médecine peuvent affirmer, du haut de la grandeur de leur prix Nobel que les politiques économiques et les actions répressives du gouvernement chilien sont inséparables. Les Français peuvent se consoler : ce n'est pas seulement chez eux qu'une distinction scientifique permet à un intellectuel de parler sentencieusement de n'importe quel sujet, même s'il en est ignorant.

Dans sa réponse (5), M. Milton Friedman a souligné que la politique économique mise en oeuvre par le gouvernement chilien a été parfaitement "adaptée aux problèmes hérités du régime Attende". Ne faut-il pas alors reconnaître que le succès même de cette politique montre bien qu'il est possible de séparer une politique économique et des "actions répressives" menées par un même gouvernement ? Et peut-être faudrait-il se féliciter qu'une population qui subit des actions répressives n'ait pas en plus à subir les conséquences ruineuses et même mortelles de politiques irresponsables et inspirées non par la science mais par l'idéologie, comme tant de régimes totalitaires nous en donnent malheureusement l'exemple dans le monde ?

Enfin, M. Milton Friedman n'a certainement pas tort, dans la réponse qu'il donne à ses détracteurs, de souligner que le fait de demander un "test politique pour reconnaître une réalisation scientifique va à rencontre des traditions de liberté d'expression, de liberté de pensée et de liberté universitaire que la communauté intellectuelle a défendues depuis des siècles".

On peut, certes, ne pas être d'accord avec M. Milton Friedman lorsqu'il pense que la libéralisation économique peut favoriser le retour à un système de liberté politique. Il se peut, en effet, que les succès de la libéralisation conduisent à "endormir" les citoyens et à les détourner de la recherche de la liberté. Mais il y a là, en tout cas, un domaine qui relève essentiellement des appréciations et des choix individuels. Seule l'intolérance conduit à ne pas le reconnaître.

Nous voudrions, pour terminer, souligner deux points qui mériteraient de plus amples développements. Tout d'abord, il est indéniable que le Chili a adopté une politique de libéralisation économique et une politique de stabilisation d'inspiration monétariste, et ces politiques semblent effectivement connaître un certain succès (6). Par ailleurs, l'expérience chilienne est intéressante parce qu'elle nous montre qu'il est possible, tout au moins dans une certaine mesure, de séparer la liberté économique et la liberté politique. Nous pensons que ce fait mérite réflexion, mais nous ne le signalons qu'avec précaution, car nous savons bien que les aptitudes du totalitarisme intellectuel à simplifier et à déformer les faits et les idées pourraient faire croire que l'absence de liberté politique est la condition de la liberté économique. Aucune loi de ce genre ne semble, heureusement, exister.

(1) Lettre d'Arnold Harberger à Stig Ramel président de la Fondation Nobel, publiée par le Wall Street Journal, 10 déc. 1976.

(2) Milton Friedman a accepté un titre de "distinguished visitor" d'une université privée, la Business School of Valparaiso.

(3) Lettre de Milton Friedman à un collègue publiée dans un Journal d'université, The Chicago Maroon, et reproduite dans le Wall Street Journal, 27 octobre 1975.

(4) De même, personne n'a protesté contre le fait que Milton Friedman se rende en Chine en septembre 1980, à l'invitation du gouvernement chinois.

(5) On trouvera l'échange de correspondance en question dans le New York Times du 22 mai 1977.

(6) Des données détaillées se trouvent dans un article de Robert Lozada, la Vie française, 10 décembre 1979, et dans un article de Robert Harvey, publié dans The Economist du 2 février 1980 et reproduit dans Problèmes économiques, 21 mai 1980 ("La situation économique du Chili : les résultats d'un traitement de choc").

(*) Professeur à l'université Paris-IX - Dauphine.

Milton FRIEDMAN et le Chili

Le Monde, 28 octobre 1980, 1631 mots

L'article de Pascal Salin publié dans " le Monde de l'Économie " du 14 octobre sous le titre " Qu'est allé faire Milton Friedman au Chili ? " nous a valu un abondant courrier. Nous en donnons ici des extraits, en nous excusant auprès de nos lecteurs dont les lettres ne seraient pas citées ici. Les mêmes arguments se retrouvent souvent sous des plumes différentes, ce qui nous a amené à faire un certain choix.

Ancien ministre du président Aliénée, M. Jacques Chonchol nous livre les réflexions suivantes :

Défendre Milton Friedman et ses idées est le droit du professeur Salin et nous ne le discutons pas. Mais ses affirmations " que le Chili a adopté une politique de libéralisation économique et une politique de stabilisation d'inspiration monétariste, et ces politiques semblent effectivement connaître un certain succès ", ne mettent pas exactement en lumière quelques faits fondamentaux du modèle économique du régime Pinochet qu'il nous semble essentiel de rappeler.

Jusqu'au putsch de 1973, le Chili avait vécu un système de démocratie politique et sociale très développé... Après le putsch et jusqu'à aujourd'hui, la plupart des institutions ou sont interdites ou ne fonctionnent que d'une façon très amoindrie. Le Parlement est fermé. Pinochet est le pouvoir exécutif et lui-même et la Junte militaire sont le pouvoir constitutionnel et législatif. Pendant toute cette période, les syndicats n'ont pas pu fonctionner normalement et maintenant ils sont soumis contre leur volonté à une législation qui limite considérablement leurs droits. Et par-dessus toutes ces limitations du système politico-social les opposants au régime sentent sur eux le risque d'un pouvoir policier qui peut à tout moment les mettre en prison, les torturer, les reléguer ou les exiler, sans que les tribunaux de justice ne fassent rien pour les défendre.

Tout ceci vient d'être ratifié par un référendum que le régime a fait approuver dans les conditions que l'on connaît et qui lui ôtent toute légitimité démocratique.

C'est dans ce contexte qu'un certain nombre d'économistes chiliens, la plupart d'entre eux sortis de l'école de Chicago et se réclamant de Milton Friedman, ont établi un modèle économique ultra-libéral qui a réduit considérablement le rôle économique traditionnel de l'État, qui a transféré la plupart des entreprises publiques à de puissants groupes privés, qui a ouvert considérablement l'économie chilienne aux influences de l'économie internationale et qui a établi que le marché devait être le seul régulateur dans la destination des ressources.

Pour cela, ils n'ont subi aucune des contraintes des politiques économiques des régimes démocratiques précédents. Ils avaient derrière eux la toute-puissance du régime militaire qui brisait toute résistance à l'implantation de leur modèle. Pour l'établissement de celui-ci, il y eut une symbiose presque parfaite entre des économistes ultra-libéraux et des militaires ultra-répressifs. Tout a été imposé d'en haut sans aucun dialogue avec la société civile.

Dans ces conditions ils ont obtenu certains succès économiques : baisse du taux d'inflation, qui se maintient tout de même entre 30 % et 40 % par an, augmentation des exportations non traditionnelles, affluence de crédits externes et augmentation des réserves internationales du Chili. Mais derrière ces succès ils cachent soigneusement le revers de la médaille, pourtant essentiel pour avoir une vue d'ensemble sur les conséquences du modèle.

Les économistes du régime parlent d'une hausse importante du P.N.B. à partir de 1977, mais, quand on regarde leurs indices dans une plus longue perspective, on voit qu'une grande partie de cette hausse n'a été que la récupération de la baisse brutale du P.N.B. produite par leur politique de choc de 1975 qui a fait chuter le P.N.B. de plus de 15 % par rapport à 1974. En fait, le Chilien moyen ne dispose pas aujourd'hui de plus de biens et de services par tête qu'en 1970. Mais ceci dans l'hypothèse que le revenu soit distribué d'une façon plus ou moins égalitaire.

Au détriment des pauvres

Contrairement à cela, le modèle a produit une très forte concentration de la richesse et des revenus, en faveur des plus riches et au détriment des plus pauvres. Les 20 % les plus riches ont vu monter leur participation à la consommation nationale de 43 % en 1969 à 51 % en 1978. Les plus pauvres ont été brutalement frappés par le chômage causé par l'application du modèle. Celui-ci, qui n'avait pas dépassé 5 à 6 % de la force de travail pendant les années 60 et qui avait encore diminué sous le gouvernement Allende, s'est toujours situé à partir de 1975 (en considérant le chômage total et celui déguisé sous le nom d'emploi minimum) entre 15 et 20 % de la force de travail.

On pourrait supposer que cette concentration du revenu aurait permis une augmentation de l'investissement national. C'est le contraire qui s'est produit. Le taux d'investissement, qui avait été de l'ordre de 15 % du P.N.B. pendant les années 60 et les premières années 70 est de l'ordre de 10 % depuis quatre ans.

Que dire des dépenses sociales favorisant surtout les secteurs les plus démunis de la population. Elles ont diminué de 520 francs par habitant les années 1971 et 1972 à un chiffre de l'ordre de 360 francs en 1977 et 1978. Quant à la construction de logements, 132 000 habitations furent construites pendant les six ans du gouvernement Frei, 118 000 pendant les trois ans du gouvernement Allende, 45 000 entre 1974 et 1978 sous le régime Pinochet.

On pourrait penser finalement que par l'accroissement des exportations non traditionnelles (un succès évident des Chicago Boys comme on les appelle au Chili) la situation de la balance de paiements s'est beaucoup améliorée. Ce n'est pas le cas. Une grande partie de ces augmentations doit être destinée à payer la dette externe que le régime Pinochet a plus que doublée en six ans de 4 milliards de dollars en 1973 à 8,5 milliards fin 1979.

Je ne sais pas si Milton Friedman peut être considéré responsable de ce que ses disciples sont en train de faire de l'économie et de la société chilienne, mais il n'y a aucun doute que leur modèle ne peut fonctionner que sous la botte militaire et le manque conséquent de libertés sociales et politiques. Il ne pourra durer que ce que durera la dictature.

Liberté économique et liberté politique

Un autre Chilien, M. Sergio Cadiz, écrit :

Attention Français et Françaises ! : " Séparer la liberté économique et la liberté politique ", cette théorie, nous Chiliens, nous connaissons...

M. Salin, si vous pensez sérieusement que dans le cas du Chili (comme dans tant d'autres pays) on peut " séparer la liberté économique et la liberté politique ", comment expliquez-vous qu'on impose à un peuple des normes qui règlent strictement sa vie politique, sociale, syndicale et même culturelle (autrement dit une dictature) pour permettre l'application et le fonctionnement de la politique économique que vous défendez ? Vous passez un peu vite sur l'accusation faite à M. Friedman par d'importantes personnalités du monde entier à propos de la relation entre le " traitement de choc " et les actions répressives et leurs conséquences subies par des millions d'êtres humains.

Je vous demande, au nom de l'humanisme le plus primaire, de confronter vos opinions et discours " scientifiques " avec la terrible réalité de douleurs et souffrances que l'application de ces politiques ont provoquées dans mon pays. Lisez les rapports des organisations internationales de vocation " non totalitaire ni marxiste ", comme l'ONU, l'O.I.T., l'UNESCO... et les opinions et condamnations successives qu'ils ont faites du gouvernement dictatorial du général Pinochet et du modèle économique appliqué depuis 1974.

Pour ma part, étant chrétien, je citerai ici quelques réflexions (...). Les évêques chiliens (mars 1977) vous interpellent : "...Argumenter que les problèmes économiques n'admettent plus qu'une solution, sans autre alternative, c'est établir le royaume de la science des élites scientifiques par-dessus des responsabilités humaines. C'est aussi supposer que les décisions prises s'inspirent seulement de raisons scientifiques et qu'il n'y a aucune raison dogmatique ou intérêt de groupe derrière elles. Et ce n'est pas ainsi : les positions doctrinaires et les intérêts des groupes influencent très souvent, même inconsciemment, les décisions prises. "

Inflation et démocratie

M. Michel Guillaume, consultant en entreprise à Charleroi, écrit de son côté :

Le gouvernement Allende était élu sur un programme qu'il voulait réaliser... et qu'il n'a pu exécuter. L'inflation s'est déchaînée, pour une série de raisons très diverses. La politique suivie avait pour objectif avoué le bien-être prioritaire des " plus défavorisés " le choix socialiste était clair... et respectable. Il n'est, a priori, ni plus ni moins " scientifique " ou " idéologique " que celui de la junte issue du coup de force.

Ici comme ailleurs, l'inflation a tué la démocratie, achevée par quelques officiers. M. Friedman et son école sacrifient au moins provisoirement la démocratie à la lutte contre l'inflation, ce qu'ils reconnaissent au demeurant. L'idéologie socialiste du régime précédent n'a eu à son époque aucune " conséquence mortelle de politiques inspirées par l'idéologie ". Débat crucial, convenons-en, car les Chiliens avaient la liberté... dans une misère indéniable. Maintenant, ils n'ont plus de liberté du tout... et la misère persiste pour la grande majorité d'entre eux. Est-ce là la substitution de la science à l'idéologie ? Non...

M. Pascal Salin a raison de séparer les deux types de liberté, que seules les démocraties libérales - et le Chili d'ayant Pinochet - connaissent sur une longue période.

Mais attention, nous voyons poindre des raisonnements pas si éloignés du mépris des marxistes orthodoxes pour les " libertés formelles ", au profit des " libertés réelles "...

Un certain totalitarisme intellectuel fait croire à la nécessité d'en supprimer une pour obtenir l'autre, il nous semble pratiqué aussi bien par les prédicateurs marxistes que par les fétichistes de la monnaie. Dans un cas, tout le monde croit ses " besoins satisfaits ", et il n'y a plus ni liberté politique ni économique. Dans l'autre, il en reste une - pour quelques-uns - et la misère persiste.

On nous permettra de ne pas choisir. Ou de vouloir les deux...

Quel succès ?

Chargé de recherche au C.N.R.S., M. Philippe Grenier, géographe " qui a suivi depuis quelques années avec passion et inquiétude l'actualité chilienne " (il a notamment présenté le Chili dans la géographie régionale de la Préiade et composé une thèse de doctorat d'État sur le Sud chilien), nous adresse une longue lettre dans laquelle il cite de nombreuses revues étrangères et chiliennes (dont la revue des jésuites Mensaje), consacrée aux faits de répression. Il ajoute :

À l'appui de ces opinions de spécialistes ", rappelons un seul fait : la première grève légale organisée au Chili depuis le coup d'État de septembre 1973 l'a été le 3 octobre 1979... Elle a suivi l'octroi, par le régime, d'une réglementation syndicale - le " plan Laboral " de juin 1979, - que les syndicats rejettent à peu près unanimement.

Venons-en à l'essentiel : au moment où le libéralisme giscardien " privatise " de plus en plus ouvertement les services publics - c'est la version française de la " désétatisation " chilienne, - il est logique que l'on souligne les mérites de Friedman - le meilleur économiste de son pays, très probablement ?

M. Carlos Ominamis, économiste chilien, chercheur au C.N.R.S. et au CEPREMAP (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification), écrit :

P. Salin reprend volontiers l'idée de succès de la gestion économique des militaires sans pour autant en apporter la moindre preuve.

De prime abord, il convient de rappeler que, après le coup d'État, le taux officiel de chômage n'a jamais été inférieur à 11,5 %, c'est-à-dire deux fois supérieur à la moyenne pour la période 1960-1970, et presque trois fois supérieur à celle atteinte durant le gouvernement d'Allende. Or, au demi-million de chômeurs enregistrés par la statistique officielle, il faut, de plus, ajouter quelque deux cent mille travailleurs du " Programme d'emploi minimal ", euphémisme désignant un chômage déguisé dont la rétribution ne dépasse pas le dollar par jour.

D'autre part, on a calculé que le pouvoir d'achat réel du revenu minimal était, encore en 1978, inférieur de 40 % à celui de 1972, de sorte que le nombre d'articles composant le panier de consommation populaire s'est restreint d'environ cent à moins de trente produits de toute première nécessité au cours de la même période.

De même, à partir d'une étude sur l'évolution de l'offre d'aliments de base, il a été déterminé que la consommation de calories avait diminué entre 1972 et 1978 de 15,1 % et celle de protéines de 17,6 %.

Ainsi, donc, en termes globaux, une enquête officielle sur les budgets familiaux montre qu'en 1978, 60 % des ménages avaient vu leur consommation diminuer par rapport à 1968 dans la même proportion qu'elle a crû pour 20 % des foyers les plus aisés. Cela étant, le lecteur pourra s'interroger sur le caractère aléatoire de la répression dans la mise en oeuvre d'une politique dont le " coût social " est même reconnu par la dictature; politique qui, enfin, contrairement à ce que P. Salin suggère, n'a obtenu que des résultats assez médiocres en ce qui concerne le propre contrôle du processus inflationniste.

En effet, au Chili, l'inflation reste à un niveau élevé. Entre 1974 et 1979, les taux annuels d'inflation ont été les suivants : 375,9 % en 1974; 340,7 % en 1975; 174,3 % en 1976; 63,5 % en 1977; 30,3 % en 1978 et 28,9 % en 1979 (Cf. Instituto Nacional de Estadísticas.)

M. Jean-Christophe Sillard (Paris), qui se déclare " électeur socialiste ", remarque :

Une évidence doit être rappelée : la liberté est pour tous, ou n'est pas. Elle ne peut concerner que l'entrepreneur ou l'employeur; sans la liberté des prolétaires, sans le droit de grève, sans de puissants syndicats, sans une puissance tribunicienne qui équilibre celle des capitalistes, en un mot, sans démocratie, il n'y a pas de liberté économique.

Le Monde

Les " Chicago boys " en échec au Chili

Par Charles Vanhecke

Le Monde, 24 février 1976, 1359 mots

Santiago. - Pain noir au Chili. Dans les poblaciones, le moral est très bas. La poblacion, c'est le quartier populaire bâti, à l'improviste, à la périphérie des grandes villes : maisons de castors, infrastructures communales, gestion collective. Aujourd'hui, les poblaciones sont propres, tranquilles, il n'y a pas un mot plus haut que l'autre sur leurs murs. L'ordre y règne, comme dans tout le pays. La crainte aussi.

" Êtes-vous d'accord avec le gouvernement ? " L'ouvrier interrogé hésite. Il a été un chaud partisan du coup d'État du 11 septembre 1973. " Sous Allende, dit-il, il n'y avait plus de respect, plus de tranquillité. Tout était devenu politique. Des bagarres éclataient à chaque instant. Les militaires nous ont sauvés de la guerre civile. "

Son enthousiasme, pourtant, a tiédi. Il est d'accord avec le gouvernement, - mais jusqu'à un certain point ". Le temps passe, en effet, " et la stagnation subsiste ". Il a perdu le droit de revendiquer, de faire grève, de parler librement dans la rue, mais son niveau de vie, loin de s'améliorer, a baissé. À l'usine, c'est un colonel qui sert, désormais, de " public relations " avec le personnel. La Centrale unique des travailleurs, confédération syndicale, a été dissoute. Cinq mille syndicalistes environ ont été démis, victimes des purges. Dans les sections d'entreprises, les dirigeants sont choisis - d'en haut - parmi les travailleurs les plus anciens, autrement dit les plus soumis.

À l'anarchie a succédé la discipline - celle des casernes. À la pénurie et au marché noir, la dialectique des boutiques pleines et des bourses vides. C'est par décision " du sommet " que sont rajustés les salaires, tous les trimestres. Mais les prix augmentent, eux, deux ou trois fois par mois. Récession, faim, misère, chômage, sont les mots du jour. Dans le centre de Santiago, il y a un mendiant - souvent un enfant - tous les 10 mètres.

Vers une autre faillite?

Deux ans et demi après avoir pris le pouvoir, les militaires commencent à douter d'eux-mêmes. L'Unité populaire avait laissé une situation de faillite. Mais avec une baisse de la production industrielle de 25 % en 1975, une chute du produit intérieur de 12 %, un taux de chômage de 17 %, le pays ne va-t-il pas vers une autre faillite, aussi grave ? Pourtant, la première année avait été satisfaisante : en 1974, le produit intérieur avait progressé de 5 %, alors qu'il avait baissé de 4 % l'année précédente, l'inflation était tombée à 375 % (contre 508 % en 1973), le déficit de la balance des

paiements avait été réduit à 140 millions de dollars, et les réserves de change, qui étaient nulles à la chute d'Allende, étaient montées à 280 millions de dollars (1).

Le drame a commencé quand le prix du cuivre (70 % des rentrées de devises) a baissé à la fin de 1974, après une montée spectaculaire. De 96 cents de dollar la livre en 1974, le cours moyen est passé à 60 cents l'an dernier, ce qui a obligé le gouvernement, de son propre aveu, à " jouer " la récession pour éviter un trop grand déséquilibre dans ses comptes extérieurs. Mais les adversaires de la politique officielle ne se contentent pas d'une telle explication. L'échec actuel, ils l'imputent à l'ultralibéralisme appliqué par les responsables de l'économie, ceux qu'on a appelés les " Chicago boys " parce qu'ils se réclament de l'école de Chicago et du professeur Milton Friedman, venu déjà vérifier sur place les fruits - amers - de ses leçons.

Les " Chicago boys ", fidèles en cela à leur maître, ont estimé que le meilleur moyen de lutter contre l'inflation était de réduire, de façon draconienne, la croissance monétaire. En avril 1975, le ministre des finances, M. Jorge Cauas, doté de pouvoirs exceptionnels, décidait d'appliquer un " traitement de choc " à l'économie, dont il définissait la maladie de la façon suivante : l'inflation a été provoquée par une émission excessive de monnaie, et celle-ci par le déficit croissant des dépenses publiques. La priorité des priorités consiste donc à restreindre le plus possible les charges de l'État, en privatisant au maximum la production et en libéralisant les échanges avec l'extérieur.

La désétatisation de l'économie

À la fin du gouvernement Allende, la plus grande partie de l'appareil de production se trouvait aux mains de l'État. Les mines de cuivre avaient été nationalisées, les banques étatisées, plus de la moitié de la surface cultivable avait été expropriée et était gérée par des organismes publics, les industries textiles, alimentaires, frigorifiques, avaient été arrachées à leurs propriétaires, ainsi que plusieurs centaines d'entreprises. Mais cette étatisation, trop souvent, ne répondait pas à un plan. Le gouvernement - intervenait " dans une usine pour résoudre un conflit du travail, ou parce qu'il cédait à une pression ouvrière. Son instrument d'intervention, la CORFO (Corporacion de fomento), s'était donc trouvé, en trois ans, à la tête d'un patrimoine excessivement lourd, souvent inutile, impossible à gérer, vite déficitaire.

Le gouvernement militaire a restitué à leurs anciens propriétaires les quelque deux cents entreprises où son prédécesseur était intervenu, selon lui, " illégalement ". Il revend au secteur privé pratiquement tout ce qui avait été acheté par l'État sous l'Unité populaire. Il n'a pas démantelé la réforme agraire, mais il a tout de même rendu à leurs anciens maîtres 30 % des terres expropriées sous Allende, parce que la procédure appliquée avait été " illégale ". En outre, il transforme les bénéficiaires de la réforme en petits propriétaires : dix-neuf mille des soixante mille asentados (littéralement : les " installés ") ont déjà reçu leur titre de propriété. Il a même pris une décision ambiguë, en permettant aux nouveaux propriétaires de revendre leurs parcelles : la privatisation risque ainsi d'aboutir à une nouvelle concentration foncière. L'agriculture reste néanmoins le " point fort " du régime militaire, qui a accru la production de 17 % en 1974 (contre une baisse de 24 % en 1973 et de 5 % l'an passé, selon des estimations provisoires.

Pourtant, les " Chicago boys " ne pourront pas aller aussi loin qu'on l'imagine dans le processus de privatisation de l'économie, et ils l'admettent volontiers. Quand nous aurons fini de vendre, dit M. Alvaro Bardon, vice-président du Banco central, 60 % des investissements faits dans le pays resteront publics, et le Chili sera encore plus " socialiste " que bien des pays capitalistes. Le cuivre, le pétrole, les transports, l'énergie, le fer, la sidérurgie, 60 % de l'activité bancaire seront contrôlés par l'État. "

En réduisant ses achats et ses investissements, l'État, traditionnellement le moteur de l'économie, a provoqué une décélération brutale de la production. Celle-ci s'est surtout manifestée dans la construction, grande consommatrice de main-d'oeuvre. En un an, le taux de chômage est passé de 8 à 17 %.

Le redressement des finances

À la chute d'Allende, le Chili ne payait pratiquement plus ses dettes. À deux reprises il avait renégoциé un moratoire avec le Club de Paris, et sa dette externe était alors de 4 milliards de dollars, ce qui correspondait à trois ans d'exportations. Pour redresser la situation, le gouvernement militaire appliqua des recettes qui trahissent leur origine : " Nous pensons que la seule façon d'améliorer notre commerce, c'est de jouer sur le type de change ", dit le vice-président du Banco central. Dès le départ, le peso fut dévalué de 500 %, afin de décourager les importations et d'encourager les exportations,

lesquelles, en 1974, furent favorisées par une hausse de la production interne du cuivre et par la bonne tenue des prix sur les marchés extérieurs.

La même technique a été utilisée en 1975 pour éviter un " trou " de 800 millions de dollars dans la balance commerciale que laissait prévoir une baisse de 35 % des cours mondiaux du cuivre. Aucun contrôle n'a été établi sur les importations, au contraire. Après avoir supprimé les contingents, dépôts préalables, etc., imposés aux importateurs par l'Unité populaire, les " Chicago boys " n'ont cessé depuis deux ans d'abaisser les barrières douanières. En revanche, ils ont réduit les achats de l'État à l'étranger et dévalué le peso à un rythme supérieur à celui de l'inflation.

Cette dernière mesure a permis d'accroître les exportations non traditionnelles. Le déficit de la balance commerciale a été maintenu à 250 millions de dollars. Le Banco central a gagné la confiance du F.M.I. et de certaines banques commerciales étrangères, qui lui ont ouvert des crédits pour financer ses déficits avec l'extérieur. M. Cauas a annoncé que le Chili acquitterait toutes ses dettes de 1976, soit 730 millions de dollars. Mais ce rétablissement - précaire - a été payé à un prix énorme.

" Depuis qu'il y a des statistiques en Amérique latine, seulement deux pays ont connu une récession comparable à la nôtre : Haïti, une année d'inondation, et Saint-Domingue, l'année de l'invasion des " marines. " Celui qui fait cette constatation n'est pas un adversaire, mais un partisan de la junte. M. Orlando Saenz, président jusqu'en 1974 du C.N.P.F. chilien, la SOFOFA (Sociedad de fomento fabril), dresse de la politique suivie par les " Chicago boys " le plus violent réquisitoire qui soit.

" Pour plaire au Fonds monétaire international, dit-il, et réduire le déficit de la balance des paiements, le gouvernement a finalement abandonné son objectif prioritaire, qui était la lutte contre l'inflation. " Car la dévaluation trop rapide du peso a renchéri les produits importés par les fabricants, donc les coûts de production. Et, de fait, l'inflation n'est pas passée en un an que de 375 % à 345 %, ce qui est dérisoire au regard des sacrifices imposés au pays.

Attribuer l'inflation seulement à un excès de demande est tout à fait erroné, selon M. Saenz, qui juge, à cet égard, l'école de Chicago " extrémiste " et " primitive ". La diminution de la demande a obligé les producteurs à réduire leur échelle de production, donc à augmenter leurs prix. L'argent étant plus rare, les taux d'intérêt sont devenus exorbitants (le double de celui de l'inflation). Enfin, le libéralisme en matière de prix encourage les producteurs à " anticiper " en permanence l'inflation prévisible et à rajuster leurs tarifs plus vite que n'augmentent les salaires.

Au gouvernement, on ne cache pas que la politique économique a été conçue pour acheter la confiance des créanciers internationaux (2). Les sources de crédit s'étant taries dans de nombreux pays en raison de la " mauvaise image " de la Junte, " il était important pour nous de ne pas perdre l'appui du Fonds monétaire international", avouent les " Chicago boys ". Politique et économie sont indissolublement liées : le ministre des finances ne renégociera pas la dette cette année, parce que la partie négociable (180 millions de dollars) ne justifie pas, aux yeux du gouvernement, les " concessions politiques " que risque de comporter toute demande de moratoire.

Les prévisions officielles pour 1976 sont une nouvelle baisse de l'inflation et d'une légère relance de l'activité, " parce qu'il est impossible de reculer davantage ". Mais les pronostics d'hommes comme M. Orlando Saenz sont pessimistes. " Pour arrêter l'inflation, dit-il, ils vont arrêter le pays. Le Chili n'a pas de chance. Il est passé d'un socialisme type 1917 à un libéralisme du siècle dernier : un système où tous les prix sont libres, sauf celui du travail. On pourrait tout de même freiner la hausse des prix sans dépouiller les travailleurs !"

(1) La plupart des chiffres présentés dans cet article nous ont été fournis par le Banco central.

(2) M. Jorge Cauas, ministre des finances, revient plusieurs fois sur ce thème dans une interview accordée le 19 janvier dernier au quotidien El Mercurio.

UNE POPULATION PAUVRE DANS UN PAYS RICHE

Par Thierry Maliniak

Le Monde, 7 avril 1979, 1171 mots

Au pouvoir depuis un peu plus de cinq ans, le général Pinochet cherche à effacer l'image de régime fasciste attachée à son gouvernement, né du coup d'État contre Salvador Allende. Il s'efforce d'institutionnaliser les solutions politiques autoritaires qui prévalent à Santiago. Il essaie en outre, de faire meilleure figure sur la scène internationale (" le Monde " du 6 avril).

Santiago. - Les " Chicago Boys " sont plutôt satisfaits. Après quatre ans d'application de leur modèle, les émules de la faculté de Chicago, qui sont toujours les maîtres-à-penser de l'économie chilienne, considèrent que la situation évolue comme ils l'attendaient : de mieux en mieux. Leurs critiques, de leur côté, affirment également que la situation se développe comme ils le prévoyaient : de pis en pis. Les uns et les autres ont sans doute raison. Car le contraste pourrait difficilement être plus grand entre la bonne tenue des indices et l'absence de " retombées " sur la population de cette heureuse conjoncture.

" Connaissez-vous beaucoup de pays, sur ce continent, qui combinent un rythme de croissance soutenu, une baisse de l'inflation, et une balance des paiements positive ? " Les " Chicago Boys " citent des indices indiscutables : le produit national brut aura augmenté de 5 à 6 % en 1978 (10 % pour le secteur industriel); l'inflation n'a guère dépassé les 30 % (la moitié environ du taux de 1977); et la balance des paiements sera positive, de 600 à 700 millions de dollars. Mais ce bulletin de santé triomphal appelle quelques remarques.

Si la balance des paiements se porte bien, c'est essentiellement au flux de capitaux étrangers qu'elle le doit : la balance commerciale, elle, est déficitaire d'environ 450 millions de dollars. Le Chili avait aisément réussi, en 1975, à équilibrer ses échanges de produits : la politique draconienne de déflation, alors mise en oeuvre avait pratiquement paralysé l'industrie, qui avait cessé d'importer. La reprise d'un rythme de croissance plus normal a évidemment renversé la situation des échanges.

Les économistes de Chicago, qui ont une foi à toute épreuve dans les lois " naturelles " de l'économie de marché, ont évidemment une théorie sur l'évolution probable de ce déséquilibre de la balance des paiements : " Si nos importations dépassent nos exportations, la quantité de dollars sur le marché va évidemment se restreindre. Le prix de la devise va donc augmenter et, corrélativement, celui du peso diminuer. Cela rendra nos produits plus compétitifs. Les exportations vont donc naturellement augmenter. "

Ce raisonnement suscite le scepticisme des ennemis du système : " Si les choses étaient aussi évidentes, rétorque l'un d'eux, il suffirait que n'importe quel pays du monde applique le libre-échange absolu pour se retrouver avec un secteur externe en équilibre. Il est évident que d'autres facteurs interviennent : une hausse de la devise américaine augmente le prix des matières premières importées, et donc le coût final de nos produits. Par ailleurs, le flux de capitaux étrangers dans le pays contrebalance la tendance à la hausse du dollar dont parlent les " Chicago Boys. "

Le Chili peut-il se permettre d'ingurgiter une masse de devises étrangères ? Selon les derniers chiffres de la Banque centrale, la dette externe a augmenté de 800 millions de dollars entre janvier et août 1978 - 15 % de plus qu'en décembre 1977. Le service de la dette, pour l'année 1979, représentera entre 45 et 50 % des exportations. " La situation reste saine, nous affirme M. Alvaro Bardón, directeur de la Banque centrale, tant que les emprunts à l'étranger servent à financer les investissements productifs, et non à compenser le déficit du budget de l'État. "

Des statistiques trompeuses

Mais il est certain, aussi, qu'une grande partie de ces emprunts a été emmagasinée dans les coffres de l'État. C'est là une mesure de prudence face à la situation incertaine que connaît le pays. Une partie de ce flux de capitaux entré au Chili, d'autre part, semble s'orienter vers des opérations financières de type spéculatif plutôt que vers l'investissement productif. Ce ne serait que l'une des déformations du

dogme du " laissez-faire, laissez-passer ", encouragée par les hauts taux d'intérêt : 5 à 6 % par mois, soit le double du taux d'inflation.

Plus animé encore est le débat sur la réalité de la croissance. Pour la troisième année consécutive, le Chili aurait enregistré, en 1978, un taux de croissance industrielle d'environ 10 %. " C'est bien là la preuve, renchérissent les " Chicago Boys ", que l'industrie chilienne a bien résisté au choc de la libération douanière, et a su s'adapter à des secteurs où elle jouit du maximum d'avantages comparés au niveau international. "

En réalité, l'industrie se trouve encore dans une phase de redressement après la chute brutale de 1973. Et un nombre impressionnant d'entreprises sont en faillite.

La libéralisation douanière devrait aboutir, en juin 1979, à un taux de taxes à l'importation de 10 % pour tous les produits à l'exception des automobiles. Le Chili donnera alors des facilités d'importation plus grandes non seulement que la quasi-totalité des pays du tiers-monde, mais aussi que les pays développés eux-mêmes. L'industrie textile (traditionnellement un secteur-clé à Santiago, et qui, comme le rappelait la revue chilienne Hoy, connaît, en moyenne, dans les pays développés un taux de protection douanière qui oscille entre 40 et 45 %) subvenait encore, en 1973, à la quasi-totalité des besoins du marché national; elle n'en approvisionne plus aujourd'hui que les deux tiers. C'est là une situation d'autant plus sérieuse que la demande a, dans l'ensemble, diminué depuis la récession de 1975.

Les chiffres globaux de croissance industrielle sont donc trompeurs. Un document patronal qui analyse l'évolution de l'industrie depuis 1969 note que, à l'exception des métaux non ferreux (évidemment importants pour le Chili), ce sont souvent les secteurs qui se caractérisent par une faible valeur ajoutée et par un bas coefficient de main-d'oeuvre qui enregistrent les hausses les plus importantes.

Autant d'éléments qui expliquent que le problème de l'emploi reste plus que jamais le talon d'Achille du " modèle " économique chilien. Croissance ou pas, le pourcentage des Chiliens sans emploi ne diminue pas. Il a même légèrement augmenté depuis 1977. Il est aujourd'hui proche des 14-15 %, selon les chiffres officiels. Les responsables de l'économie expliquent ce phénomène par une croissance sans précédent de la force de travail - qui augmenterait aujourd'hui à un rythme double de la normale.

L'argument ne convainc guère les critiques du système. Ils rappellent que cet indice, essentiellement lié à des facteurs démographiques, ne saurait connaître de variations aussi brusques. L'augmentation de la demande de travail paraît, il est vrai, liée à l'arrivée de nombreuses femmes sur le marché de l'emploi. Mais c'est là une conséquence des difficultés auxquelles font face les familles depuis la récession de 1975.

Le problème de l'emploi a été aggravé par des licenciements dans le secteur public. La baisse de l'inflation - le résultat le plus spectaculaire atteint par les " Chicago Boys " - a surtout été obtenue par la réduction du déficit fiscal. Résultat : on estime que quelque 100 000 personnes ont dû quitter la fonction publique depuis 1973. La " restructuration ", d'ailleurs, n'est pas terminée. Aujourd'hui, elle atteint Enacar, l'entreprise publique du charbon. Demain, ce sera sans doute le tour du secteur du salpêtre et des chemins de fer.

Face à ce problème, les " Chicago Boys " disposent d'un autre argument : c'est la croissance trop rapide des salaires, en termes réels, qui a empêché de résoudre le problème de l'emploi. Payant mieux ses ouvriers, l'industriel hésiterait à en embaucher. C'est aussi la thèse avancée par le Fonds monétaire international lors de ses discussions, en septembre dernier, avec les responsables de l'économie chilienne. Le F.M.I. serait plus enclin à appuyer la stratégie du ministre argentin de l'économie, M. Martinez de Hoz, pour qui une baisse sensible du salaire moyen permet d'éviter une augmentation du nombre des sans-emploi.

L'argument n'est pas accepté par tous. D'abord parce que le taux d'augmentation des salaires réels au Chili est contesté. Les officiels l'estiment à environ 15 % pour 1978. Mensaje l'évalue, sur la base d'une étude détaillée de la hausse du coût de la vie, à 6,8 % seulement. Selon cette revue éditée par les jésuites, cela signifierait que le pouvoir d'achat moyen, tout en s'améliorant lentement, ne représenterait encore actuellement que 61 à 62 % du niveau de 1972.

De toute évidence, un modèle fondé sur la compétitivité internationale ne peut qu'inciter à une compression des coûts salariaux : c'est une question de survie économique. Que cette compression s'opère par la réduction de la quantité de main-d'oeuvre, ou de son niveau de rémunérations, n'est en

fin de compte qu'une modalité. La hausse du pouvoir d'achat des salariés n'est, de toute façon, plus considérée comme un facteur de progrès - dans la mesure où elle stimulerait la demande interne. C'est un handicap sur le marché extérieur...

" En fait, explique un industriel de Santiago, les stratèges de notre économie ont tout simplement inversé les priorités. Dans la plupart des pays du monde, et particulièrement les pays démocratiques, on considère qu'il existe un certain nombre de variables économiques dont l'évolution doit être contenue : la distribution du revenu ne peut être régressive; le taux de chômage ne peut augmenter exagérément; le niveau moyen des rémunérations ne peut diminuer de manière brutale. Ce sont là des priorités au service desquelles il faut mettre les autres variables. " " Ici, poursuit-il, c'est désormais l'inverse. Les priorités, ce sont l'équilibre du secteur externe, le niveau des réserves, le taux d'inflation. Les autres variables, comme l'emploi, évoluent sans limite, dans un sens ou un autre, pour satisfaire à ces priorités. À la limite, on peut dire que la population chilienne n'est plus une donnée : elle est devenue une conséquence. C'est pour cela qu'aujourd'hui le Chili devient de plus en plus riche alors que la majorité des Chiliens deviennent de plus en plus pauvres. "

Le Monde

La révolution capitaliste sauvage

Par Jean-Pierre Clerc

Le Monde, 12 mars 1981, 1654 mots

Tandis que les adversaires de la dictature de plus en plus personnalisée du général Pinochet s'interrogent sur la meilleure manière de faire face, le régime met en place un plan de transformation radicale de l'économie, sans considération de ses effets sociaux ("le Monde" du 10 et du 11 mars 1981).

Santiago. - " Du temps de l'Unité populaire, j'avais toujours trois bouteilles d'huile d'avance. Il fallait faire une demi-journée de queue, mais au moins on ne manquait pas. " " Maintenant, poursuit cette ménagère d'une population de la banlieue sud de la capitale, je ne peux plus acheter l'huile qu'à la mesure. "

Dans beaucoup de quartiers populaires l'époque de Salvador Allende a laissé des souvenirs mitigés, surtout auprès des femmes. Elles n'ont guère aimé les grèves, les manifestations, le marché noir. Et moins encore ces retours tardifs du mari ou des fils, cette liberté qui montait à la tête des adolescents, ces disputes en famille à propos de politique, ces jeunes qui venaient en remontrer aux plus anciens et leur apprendre ce qui était bon pour eux.

Mais à la Cisterna, on se soutient, ça oui, que l'on n'a jamais eu faim, et que le mari n'est jamais rentré sans paie. Aujourd'hui, l'ordre règne. Mais, " si les boutiques sont pleines, les portefeuilles sont vides ", entend-on répéter dans le quartier. Le mari est fréquemment chômeur; les adolescents errent comme des âmes en peine au long des rues mornes; quant à la télévision, elle met de drôles d'idées dans les têtes, avec ses publicités pour des produits que, même avec quarante mois de crédit, on ne pourra jamais s'offrir.

Dans les milieux d'affaires et les organismes financiers internationaux, en revanche, on n'hésite pas à parler de " miracle économique chilien ". Et on ne fait pas qu'en parler : on en veut sa part ! Pas de semaine où Santiago n'accueille quelques représentants de ces races nouvelles dans le pays du bout du monde : les businessmen et les banquiers. Grâce à eux, " l'isolement international du Chili " n'est plus qu'une figure de rhétorique. Il n'est pas jusqu'aux pays de l'Europe de l'Est qui, discrètement, ne renouent des liens commerciaux avec le général Pinochet.

On peut, certes, chipoter, et d'abord sur les statistiques. " De petits coups de pouce à la balance autorisent le régime à parler de " miracle " là où il y a, simplement, une bonne croissance, commente cet économiste de l'Académie d'humanisme chrétien (1). Ce n'est, en tout cas, ni la Corée ni la R.F.A. "

Pour le monde extérieur, la réussite la plus spectaculaire de la junte de Santiago a été la réduction de l'inflation léguée par l'Unité populaire. Elle dépassait 500 % en 1973. Elle a été un peu supérieure à 30 % en 1980. Ce succès est d'autant plus remarqué que l'Argentine voisine, partie des mêmes bases en 1976, se débat encore dans une inflation à trois chiffres.

Cette inégalité de résultats est évidemment imputée à la différence des médications employées de part et d'autre des Andes. On en parle d'autant plus doctement au Chili que la méthode de réduction " graduelle ", en honneur à Buenos Aires, a également été utilisée, dans un premier temps, à Santiago. Comme sa réussite était médiocre, on a alors employé le remède de cheval du professeur Milton Friedman rééquilibrage du budget, libération des taux d'intérêt et ouverture des frontières.

Ce " traitement de choc " administré par les " Chicago boys " (2) a valu au pays deux années terribles, 1975 et 1976. Innombrables faillites, élévation vertigineuse du taux de chômage, réduction draconienne du pouvoir d'achat. Le renvoi de plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires et employés du secteur public a, en particulier, jeté sur le pavé, et parfois contraint à l'exil, une partie substantielle de la petite bourgeoisie chilienne.

L'austérité ne fut pas équitablement partagée. La libération des taux d'intérêt favorisa ceux qui avaient du bien au soleil. Ce fut la belle époque des financieras - des organismes de collecte de l'épargne. Les spéculateurs purent s'en donner à coeur joie. " Il y a eu trois années de gains éhontés, commente cet observateur français, pourtant favorable au système. On pouvait empocher plus de 60 % l'an de profit réel. "

Combat dans un tunnel

Les usines contraintes à la fermeture furent rachetées par plus solides qu'elles. À ce facteur de concentration s'ajoute la " reprivatization " d'un grand nombre d'entreprises qui avaient été nationalisées sous l'Unité populaire ou qui appartenaient depuis longtemps au secteur public.

Ce fut un pays différent qui émergea en 1977 de ce qu'un journaliste chilien dénomme " un combat sauvage dans un tunnel ". Les " grands équilibres ", chers aux économistes, se rétablissaient.

Le budget était en ordre. La croissance repartait allègrement. Le secteur public s'était réduit à une cinquantaine d'entreprises - dont les quatre grandes mines de cuivre - sommées de faire des bénéfices. Un tiers, semble-t-il, des terres distribuées à des paysans au titre de la réforme agraire avaient, à nouveau, changé de main. Et, surtout, de nouvelles puissances économiques avaient émergé : au lieu des quatre ou cinq groupes de moyenne importance avec lesquels il fallait compter en 1970, il y en avait désormais deux très grands - à l'échelle du pays - et une dizaine de moyens. Les Cruzat-Larrain et les Vial avaient détrôné le vieil Agustin Edwards dans le Gotha de " l'extrême richesse ".

Cette remise en ordre inspira confiance à l'étranger. Une charte des investissements parmi les plus libérales du tiers-monde les conforta, en 1977, dans leur bonne opinion. Pour les banquiers, Santiago devenait une des places les plus sûres de la planète Aussi le Chili, qui avait dû, en 1974, renégocier sa dette, emprunte-t-il aujourd'hui allègrement (1 milliard et demi de dollars en 1930) pour combler le déficit du secteur externe. Ce pays qui vivait naguère selon des principes d'économie patriarcale " flambe " littéralement sa dette extérieure dépasse, désormais, les 10 milliards de dollars, contre 3 en 1973.

Les adversaires les plus résolus de M. Sergio de Castro, ministre des finances, lui concèdent quelques succès Et, d'abord, d'avoir réussi à diversifier les exportations. En 1973, le cuivre assurait au pays plus de 80 % de ses rentrées de devises. Il en a représenté, en 1980, moins de 50 %. Non que les tonnages aient chuté ou que les prix du métal rougi soient déprimés. Mais de non veaux produits figurent aujourd'hui sur les bilans.

Des minerais, d'abord, comme le molybdène, le fer ou l'argent. Mais aussi le bois : le Chili a entrepris une exploitation en règle de ses importantes forêts du sud. Mais le boom le plus spectaculaire des exportations " non traditionnelles " est sans doute celui des fruits et légumes embarqués par bateaux frigorifiques ou avions-cargos vers les États-Unis, voire l'Europe. C'est là un exemple typique de mise à profit de l'un des " avantages comparatifs " que possède le Chili son été austral en plein hiver boréal ! Cependant, des productions agricoles traditionnelles - céréales betteraves - sont en difficulté et le pays doit importer du blé et du lait. Les exportations industrielles ne sont pas à la hauteur. La rupture, en 1976, avec le Pacte andin a privé le pays d'un marché potentiel de 65 millions de consommateurs pour les industries dans lesquelles il avait lui-même une avance sur ses cinq partenaires - le textile en particulier. La quasi-suppression des droits de douane à l'entrée du Chili a, au

contraire, presque ruiné ce secteur. Elle en a affecté quelques autres, comme l'industrie mécanique, la métallurgie, le montage automobile, l'électronique.

Malgré la reprise très nette des importations en biens de capitaux, tout se passe comme si les " Chicago boys " étaient sceptiques sur les possibilités industrielles du pays. Peut-être estiment-ils qu'avec 11 millions d'habitants, le Chili n'a pas de marché intérieur. Et comme, avec un SMIC à 450 francs par mois, il ne saurait être aussi compétitif que la Corée du Sud ou Taiwan, tout au plus pourrait-il, dès lors, se tailler une place modeste dans la division internationale du travail. Son " créneau " pour l'essentiel, serait une certaine transformation de ses ressources naturelles. De nombreux industriels se sont, ainsi, mis à importer les produits qu'ils fabriquaient auparavant. Les faillites ont parfois dissimulé de profitables conversions, tandis que les concentrations facilitaient les redistributions de capital dans des secteurs désormais rentables, comme l'agriculture d'exportation, l'agro-alimentaire ou les activités minières ou forestières.

Un ministre en visite à Arica, la ville la plus septentrionale du pays, jadis capitale de l'automobile, déclara récemment aux ouvriers qui se plaignaient du chômage qu'il y avait du travail pour eux sur les chantiers de plantation et de coupe de bois du sud - à 3 000 kilomètres de chez eux ! Cette anecdote traduit assez bien l'absence totale de " sensibilité sociale " des tenants du système.

" Mais enfin, qu'appellez-vous le coût social ? ", s'impatiente M. Julio Dittborn, jeune et brillant " Chicago boy " du commissariat au plan. Le chômage ? (Officiellement, plus de 10 % de la population active du grand Santiago Davantage, selon toute vraisemblance, dans certaines régions. Probablement 40 % de la population agricole sous-employée. Sans oublier cent trente mille personnes - 4 % de la population active - réduites à travailler à un " programme d'emploi minimum ", payé 150 francs par mois) M. Dittborn ne veut voir qu'une seule chose : " Les indices de l'emploi se sont améliorés au fur et à mesure de l'abaissement des barrières douanières. Ce n'est donc pas l'ouverture qui a provoqué le chômage. Il y a eu, en matière d'emploi, affirme-t-il, redistribution et non contraction globale. " Le chômage a été provoqué, estime-t-il, par " l'indispensable réduction du déficit fiscal ", et par " l'augmentation de la force de travail " - des femmes et des jeunes pour l'essentiel

On exagère !

La pauvreté ? On l'exagère ! " La Banque centrale a fait une enquête sur les revenus des chômeurs. Par le biais du pololo (bricolage, travail au noir), ils gagnent en moyenne 850 francs par mois. Leur problème, c'est évidemment que leurs revenus ne sont pas fixes et qu'ils n'ont pas la sécurité sociale. " Les 20 % de Chiliens en situation de pauvreté absolue ? " Ces chiffres remontent à 1969. Ce n'est donc pas nous qui avons créé les pauvres (3). On disposera prochainement d'une enquête nationale, qui nous permettra de porter remède là où le bât blesse vraiment, et non, comme auparavant, d'agir en priorité là où réside la plus grande capacité de pression politique. Nous ne croyons pas à l'assistance. Il faut simplement donner un coup de main à ceux qui manifestent le désir de se prendre en charge. "

Cette philosophie est déjà mise en oeuvre en matière de logement. La construction sociale a été pratiquement arrêtée. En revanche, on accorde un " subside " à ceux qui veulent devenir propriétaires. Mais il faut un apport initial représentant trois mois du SMIC et le versement mensuel est d'au moins un tiers du SMIC. Impossible pour les plus mal lotis ! Aussi la crise du logement est-elle explosive, avec des dizaines de millions de familles contraintes dans les poblaciones, de se serrer pour faire place à de plus pauvres qu'elles.

Bien que les dépenses sociales comptent officiellement pour 51 % du budget de 1981, les services publics traditionnels, et notamment l'éducation et la santé, se portent mal, et les municipalités sont appelées à prendre le relais de l'État tant pour l'éducation que pour les hôpitaux.

Dans la logique du régime, cependant, la municipalisation de l'éducation et de la santé devrait n'être qu'une étape vers la privatisation, selon le principe dit de " subsidiarité de l'État ", ainsi défini par M. Bardon président de la Banque centrale : " Le secteur privé se charge de ce qui est rentable, et ce qui n'est pas rentable mais socialement nécessaire est fait par l'État. " Le gouvernement vient, déjà, d'annoncer la création d'un système de retraite par " capitalisation " géré par des entités privées, qui devrait se substituer peu à peu à l'ancien régime.

Jusqu'où peut aller la privatisation ? C'est l'une des querelles du moment au Chili. L'État produit encore 60 % du P.N.B., ce qui, selon les standards français, est important. Produits du sous-sol, forêts, terrains agricoles ou constructibles : le Chili est à l'encan. Et pourtant, jusqu'en 1980, il n'y avait pas eu avalanches d'acheteurs étrangers ", moins de 1 milliard de dollars d'investissements depuis 1974 - la

quasi-totalité dans les mines de cuivre - alors que 6 milliards sont entrés dans le pays depuis cette date sous forme de crédits aux grands groupes du secteur privé pour l'essentiel. Apparemment, la confiance en la stabilité du régime n'était pas encore totale. Le " oui " au référendum du 11 septembre 1980, qui consacre pour huit-neuf ans au moins le pouvoir au général Pinochet, a, selon toute apparence, été sablé au Champagne dans le monde des affaires : " C'est un délai suffisant pour récupérer sa mise, et au-delà ", nous dit cet homme dont le métier est de " placer " le Chili en Europe. Après le " boom " des banques étrangères, ces dernières années, après celui de la construction actuellement, ce sont les mines, l'énergie, le tourisme, l'hôtellerie et les services qui pourraient être les secteurs d'avenir.

Si, pourtant, " par-delà les vicissitudes politiques ", comme le dit pudiquement un observateur étranger, et par-delà même le " coût social ", autre euphémisme, on s'interroge sur les vertus et les limites du modèle des " Chicago boys ", on est frappé par son optimisme béat. " Exportons, exportons, il restera toujours quelque chose... à exporter " telle semble être la philosophie. L'idée de conforter les bases d'une économie productrice assurant, à terme, une certaine indépendance au Chili ne semble pas traverser l'esprit d'hommes qui se font pourtant, une religion de la " sécurité nationale ".

(1) L'Académie d'humanisme chrétien a été créée, sous l'égide du cardinal de Santiago, pour accueillir des universitaires, démocrates chrétiens ou de gauche, révoqués de l' " alma mater " par le régime.

(2) La dénomination " Chicago boys " vient de ce que beaucoup de membres de l'équipe économique, anciens de l'Université catholique, ont terminé leurs études à la faculté de Chicago, où ils ont suivi l'enseignement de M. Friedman.

(3) Bien que les indices soient en hausse sensible, le niveau de vie des classes populaires rattrapait à peine, en 1980, celui de 1970.

Chili La deuxième vie des " Chicago boys "

Par Adrian Bruno

Le Monde, 15 décembre 1992 656 mots

SANTIAGO de notre correspondant - en quittant le pouvoir au Chili en 1990, après dix-sept années de dictature, le général Pinochet n'a pas mis en chômage les économistes qui l'entouraient. Tant s'en faut. Les jeunes " Chicago boys " du régime militaire, regroupés dans des instituts de recherche, se sont reconvertis dans le conseil aux gouvernements. Leur projet : exporter le modèle économique chilien dans l'ensemble de l'Amérique latine.

De tels centres de recherche se sont multipliés ces dernières années. Se sont créés Iglesias et Asociés, la Fondation Miguel Kast et la Fondation Hans Seidel. Mais la plus influente des institutions est sans doute l'Institut Liberté et Développement (IDL), créé par les économistes de la dictature comme une société de services et comme un groupe de pression publiant des études argumentées sur toutes les décisions économiques du gouvernement du président Aylwin.

Présidé par Carlos Caceres, ancien ministre de l'intérieur puis des finances, l'IDL compte parmi ses membres de nombreux ministres et hauts fonctionnaires du général Pinochet, comme Patricia Matte, ancien ministre du développement, Luis Larrain, ancien ministre de la planification, et, surtout, Hernan Büchi, ancien ministre des finances et candidat malheureux à la présidence de la République face au démocrate-chrétien Patricio Aylwin en 1989.

Les experts de l'IDL ont en commun une formation à l'étranger, le plus souvent à l'université de Chicago - foyer d'économistes libéraux, - un profil de technocrate et l'absolue certitude que le programme économique qu'ils ont appliqué au Chili constitue la solution aux problèmes de sous-développement. " Nos membres et les experts qui nous sont associés interviennent dans tous les pays du continent, en ex-Union soviétique et en Pologne, et dans certains pays d'Afrique. Nous travaillons

entre autres pour la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les Nations unies ", souligne Christian Larroulet, directeur de l'IDL.

RETRAITES La plupart du temps, l'intervention se fait dans le cadre de projets organisés par les institutions internationales, en collaboration avec les gouvernements ou à leur demande. Mais certains Etats, comme le Paraguay, le Guatemala, la République dominicaine et le Nicaragua, font aussi appel directement aux consultants de l'IDL ou à leurs collègues. Les membres de l'Institut interviennent encore de façon régulière au Mexique, en Argentine, et surtout au Pérou, depuis l'arrivée à la présidence d'Alberto Fujimori.

Les experts chiliens sont consultés sur tous les secteurs de la politique économique. Mais ils ont certaines " spécialités " : " Notre point fort, c'est sans conteste la réforme du régime de retraite, affirme Christian Larroulet. Nos autres grands domaines d'intervention sont les privatisations, les politiques de dérégulation des services publics et la réforme de secteurs sociaux comme la santé, le logement ou l'éducation. " Dans tous ces domaines, l'institut préconise des " solutions privées aux problèmes publics ", selon le titre de leur publication-phare.

C'est notamment l'ancien ministre du travail, Maria Teresa Infante, qui travaille sur l'organisation des systèmes de retraite : elle a effectué des missions conjointement avec Miguel Kast, ancien " surintendant " de l'éducation au Chili. Ensemble, ils aident plusieurs pays à mettre en place des retraites par capitalisation, fondées sur de puissants fonds de pension.

Grâce à leurs conseils et à ceux d'autres consultants chiliens, l'Argentine, le Venezuela, la Colombie et le Paraguay ont ou sont sur le point d'adopter un système très fortement inspiré de celui en vigueur au Chili. Au Pérou, terre de prédilection de Hernan Büchi, le projet de loi qui devrait être présenté en mai 1993 est quasiment la copie conforme de la loi chilienne.

Pablo Ihnen, ancien directeur du budget à Santiago, a pour sa part conseillé le ministre des finances du Guatemala pour l'aider à présenter sa loi de budget pour l'année 1993. Il vient de conclure une mission similaire en Equateur. Les autres experts en matière budgétaire que sont les anciens directeurs du budget Carlos Mendez et Martin Costabal sont, d'après l'IDL, " débordés par les demandes ".

D'autres " spécialités " chiliennes rencontrent aussi un réel succès à l'exportation. L'ex-ministre du logement, Miguel Angel Poduje, a ainsi conduit des missions au Salvador, au Venezuela, en Colombie et au Paraguay.

Dans ce dernier cas, il est d'abord intervenu dans le cadre d'une mission patronnée par la Fondation Seidel et la Banque mondiale : il a notamment présenté le mode de financement du logement social au Chili. Sollicité ensuite directement par le gouvernement paraguayen, il a élaboré, au cours de douze voyages en 1990 et 1991, un système qui reproduit fidèlement celui en vigueur au Chili. Ce système fut adopté fin 1991 par le Paraguay après la création du Conseil national du logement (CNV).

RECETTES Les experts de Santiago considéreraient-ils que les mêmes recettes sont applicables partout ? Oui et non. " Ce qui me plaît, ce n'est pas de demander aux autres de nous copier, mais de transmettre des principes universels, nuance Hernan Büchi, dont les missions en Amérique ne se comptent plus.

" Ce qui est nécessaire, dit-il, c'est un gouvernement qui fasse preuve de leadership. En fin de compte, il s'agit d'arriver à une situation où peu importe qui dirige le pays. Le système économique doit se maintenir en étant adopté par tout le monde, de façon à ne pas être affecté par les changements politiques. Il doit être plus important que la personne qui le dirige. " La démocratie, en quelque sorte, selon les économistes de Pinochet.

Le prix Nobel, symbole de l'idéologie dominante

Par François Lenglet

La Tribune (France), no. 4312,13 octobre 2009, 443 mots

Le jury couronne souvent des travaux conformes à l'esprit du temps.

Le prix Nobel d'économie ne doit rien à l'industriel Alfred Nobel, qui avait oublié cette discipline dans le panthéon de l'intelligence qu'il prétendait constituer. C'est la Banque de Suède qui a comblé cette lacune en 1968, en créant, pour son 300e anniversaire, un prix d'économie géré par la Fondation Nobel, qu'elle a doté de 10 millions de couronnes suédoises (un peu moins de 1 million d'euros). Une centaine de personnalités sont retenues dans la compétition chaque année. Le lauréat ou les lauréats, puisque trois personnes peuvent se partager le prix doivent avoir apporté une contribution scientifique et intellectuelle décisive, et être vivants au moment de l'attribution.

Contrairement aux autres prix Nobel, cette distinction est très controversée tout comme l'économie elle-même parce que l'idéologie et le " zeitgeist ", l'esprit des temps, y jouent un rôle prépondérant. Il serait donc vain de chercher une quelconque cohérence dans l'histoire des quarante ans de Nobel d'économie. Il arrive même que le comité prestigieux couronne simultanément des travaux parfaitement contradictoires. Ainsi, en 1974, les deux Nobel concomitants Friedrich von Hayek et Gunnar Myrdal se détestent, l'un étant la figure de l'école libérale de Vienne, anti-keynésienne, l'autre revendiquant au contraire l'héritage de l'économiste britannique.

Dans les années 1970 et 1980, le Nobel récompense plutôt des théoriciens libéraux car c'est l'humeur qui prévaut dans la société et chez les académiques. À commencer par l'autrichien Hayek, mais aussi et surtout l'américain Milton Friedman, distingué en 1976. Friedman, père du monétarisme, avait écrit son ouvrage majeur " Capitalisme et Liberté ", en 1962, pour promouvoir le libéralisme économique et critiquer l'État providence. Il est également l'un des modernisateurs de la théorie quantitative de la monnaie, qui sert toujours de fondement à l'action des banques centrales. Friedman restera une trentaine d'années à l'université de Chicago, qui sera sous son influence le phare de la pensée économique mondiale. Ses théories serviront de matrice intellectuelle à l'action de chefs d'états éminents comme Ronald Reagan, élu président des États-Unis en novembre 1980, de Premier ministre comme Margaret Thatcher au Royaume-Uni (mai 1979) ou Brian Mulroney (septembre 1984), au Canada. Les " Chicago boys " ont également conseillé le général Pinochet pour faire de la dictature chilienne le laboratoire de leurs théories économiques. Plusieurs Nobel d'économie proviendront de l'école monétariste de Chicago : George Stigler (en 1982), Gary Becker (en 1992), Robert Lucas (en 1995). Le cycle libéral des Nobel s'achève en 1997, avec la nomination de deux experts de mathématiques financières, Merton et Scholes. Ce dernier sera le conseiller du hedge fund LTCM, qui fera une faillite retentissante en 1998, après la crise des marchés émergents.

L'année d'après, le jury opère un virage sur l'aile, instruit par la première crise financière moderne : il couronne Amartya Sen, un indien inconnu qui travaille sur l'économie du bien-être. Une sorte de mea culpa après avoir encensé les deux illusionnistes de LTCM. Après le krach de 2000, un nouveau gage est donné aux antilibéraux, avec la récompense attribuée à Joseph Stiglitz, l'un des rares économistes plus appréciés en France qu'aux États-Unis, grâce à ses harangues contre le capitalisme mondialisé. En 2008, juste après la faillite de Lehman Brothers, c'est Paul Krugman qui recevra la distinction suprême, officiellement pour ses travaux sur le commerce international, en réalité parce qu'il avait été l'un des premiers à pointer le retour de l'" économie de la dépression ", après le krach asiatique qui annonçait la crise de 2008-2009.

Brésil : l'économie est aussi une idéologie

Ouest-France, Point de vue, 28 novembre 2018, 592 mots

Une facette de l'élection de Jair Bolsonaro au Brésil mérite attention : le rôle joué par un économiste, Paulo Guedes, pour rendre « acceptable » Bolsonaro auprès des classes éduquées. Paulo Guedes est un économiste qualifié de « néolibéral » ou d'« ultralibéral », qui a obtenu un diplôme de l'université de Chicago, siège intellectuel de cette idéologie qui a triomphé dans les années 1980, avec Margaret Thatcher en Grande Bretagne et Ronald Reagan aux États-Unis.

Cette réussite électorale de l'époque fut avant tout la victoire d'une stratégie de reconquête intellectuelle, entamée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après la crise de 1929, le développement du keynésianisme et la guerre, la pensée dominante valorisait alors l'intervention de l'État pour réguler la conjoncture économique et assurer la justice sociale par la redistribution et l'offre de services publics. Face à cette défaite intellectuelle les libéraux ont très vite compris qu'il fallait reconquérir les esprits, et ont fondé un grand nombre de « Think Tanks » ayant pour but de former les futures élites.

La justice sociale, un « fléau »

Le plus connu est la société du Mont Pèlerin, fondée en 1947, avec des figures de proue comme les économistes, futurs prix Nobel, Friedrich Hayek et Milton Friedman, référence intellectuelle de l'« école de Chicago ». En France, des hommes politiques comme Raymond Barre ou Alain Madelin ont été des représentants éminents de cette société qui fut, dans les années 1950, financée par le CNPF, l'ancêtre du Medef. Partout ces instituts continuent de diffuser la bonne parole comme l'institut Turgot ou encore l'Ifrap en France.

Au Brésil, la stratégie des ultralibéraux est la même : conquérir idéologiquement les élites intellectuelles pour faire triompher leurs idées. Paulo Guedes est l'un des fondateurs de l'Institut du Millénaire, chargé de diffuser largement « l'Évangile » du marché. Le discours véhiculé est simple : toute intervention de l'État au-delà d'une garantie des droits de propriété ne peut conduire qu'au totalitarisme et seul le marché est garant de la liberté et de la prospérité. La recherche de la justice sociale apparaît comme un « fléau ».

Il s'agit alors de remplacer les actions de l'État par l'« initiative privée ». Sur le site de l'Institut du Millénaire on peut lire ainsi que l'école publique, ouverte notamment aux plus pauvres, apparaît comme un « troc » : l'État offre un « paquet » (l'école, des enseignants et un contenu éducatif) et les pauvres « livrent » leurs enfants qui sont ainsi transformés en « agneaux conformes ». La solution promue est alors de privatiser l'école, d'instituer un marché concurrentiel de l'éducation et de distribuer des « bons » aux pauvres pour leur permettre un « libre choix ».

Un marché mythifié

L'économie apparaît alors comme une pure idéologie supportant un marché mythifié tenant plus de la religion que de la raison. Pour Hayek, le marché était un instrument « moral » s'inscrivant dans la tradition de l'Occident chrétien et garantissant sa suprématie. Cette idéologie s'accommode très bien par ailleurs de régimes autoritaires, comme ce fut le cas dans le Chili du général Pinochet, conseillé par les « Chicago boys » de Milton Friedman.

Hayek affirmait ainsi qu'il préférerait **«un dictateur libéral à un régime démocratique sans libéralisme»**. Au-delà des extrêmes, cette idéologie économique s'est largement imposée et gouverne encore l'agenda politique orienté vers le démantèlement et la disqualification du secteur public et la glorification de l'initiative privée et de l'individualisme. »

Chronologie

L'OBS, publié le 10 décembre 2006

<https://www.nouvelobs.com/monde/20061210.OBS2328/chronologie-de-la-dictature-chilienne.html>

Voici une chronologie des principaux événements survenus au Chili depuis le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 qui avait instauré la dictature militaire du général Augusto Pinochet.

- 11 septembre 1973: coup d'Etat du général Pinochet contre Salvador Allende, après trois ans d'expérience socialiste. Allende se suicide.
- 14 sept 1973: dissolution du parlement. Suspension des partis. Dans les semaines qui suivent, exécution de centaines d'opposants, emprisonnement des dirigeants de gauche, disparitions. Des milliers de Chiliens partent en exil.
- 11 sept 1974: Pinochet devient par décret "Chef suprême de la nation".
- 19 avril 1978: loi d'amnistie couvrant tous les crimes commis depuis septembre 1973.
- 11 sept 1980: une nouvelle Constitution prévoit l'extension du mandat de Pinochet jusqu'en 1989.
- 1983-1984: manifestations de l'opposition contre le régime, multiplication des attentats des groupes armés d'extrême gauche. Rétablissement de l'état de siège.
- 5 oct 1988: les Chiliens refusent, par référendum, de prolonger le mandat de Pinochet jusqu'en 1997.
- 14 déc 1989: le démocrate-chrétien Patricio Aylwin est élu président de la République. Pinochet restera commandant en chef de l'armée jusqu'en mars 1998.
- 11 déc 1993: le démocrate-chrétien Eduardo Frei est élu président.
- 11 mars 1998: Pinochet devient sénateur à vie.
- 16 octobre 1998: arrestation à Londres de Pinochet, poursuivi par le juge espagnol Baltasar Garçon pour des crimes commis sous sa dictature.
- 2 mars 2000: Londres libère Pinochet pour raisons médicales.
- 11 mars 2000: le socialiste Ricardo Lagos est élu président.
- 25 mars 2000: le Congrès approuve un amendement constitutionnel accordant l'immunité aux anciens présidents de la République, dont Pinochet.
- 1er décembre 2000: Pinochet est inculpé pour la première fois, pour enlèvements et assassinats de prisonniers politiques, et assigné à résidence.
- 1er juil 2002: la Cour suprême classe cette affaire, arguant qu'une "démence légère" ne lui permet pas d'assurer sa défense.
- 4 juil 2002: Pinochet démissionne de son poste de sénateur à vie, perd son immunité parlementaire, mais conserve celle d'ex-président.
- 21 juillet 2004: ouverture d'une enquête sur des comptes secrets détenus entre 1994 et 2002 par Pinochet à l'étranger.
- 26 août 2004: ratification de la levée de l'immunité de Pinochet pour le dossier Condor, plan concerté des dictatures sud-américaines pour éliminer leurs opposants.
- octobre 2004: la justice française requiert le renvoi devant les assises de Paris de Pinochet pour la disparition de Français sous la dictature.
- 6 décembre 2004: ouverture d'une enquête sur la plainte d'une vingtaine de victimes de tortures contre Pinochet et son ministre de l'Intérieur, Sergio Fernandez.
- 5 janvier 2005: placement en résidence surveillée de Pinochet inculpé pour l'affaire Condor, libéré sous caution quelques jours plus tard.
- 7 juin: la Cour d'appel de Santiago lève son immunité d'ex-président ouvrant la voie à son jugement pour fraude fiscale pour ses comptes secrets aux Etats-Unis.
- 6 juillet 2005: la Cour d'appel de Santiago lève l'immunité de Pinochet pour l'"Opération Colombo", le massacre de 119 opposants politiques en juillet 1975.
- 15 septembre 2005: la Cour suprême classe définitivement sans suite les poursuites contre Pinochet pour Condor.
- 23 novembre 2005: arrestation et assignation à résidence de Pinochet pour fraude fiscale.
- 11 janvier 2006: remise en liberté sous caution de Pinochet pour Colombo. Le lendemain pour les comptes secrets.
- 15 janvier: élection à la présidence de Michelle Bachelet, fille d'un général proche d'Allende mort

après des tortures, elle-même torturée et exilée.

- 20 janvier 2006: Pinochet privé de son immunité pour la disparition et torture de 36 opposants dans la Villa Grimaldi. Décision ratifiée le 8 septembre par la Cour suprême.
- 26 octobre 2006: ouverture d'une enquête sur l'existence de plus de 9 tonnes d'or en lingots au nom d'Augusto Pinochet dans le coffre d'une banque de Hong Kong.
- 27 octobre: Pinochet inculpé pour les crimes de Villa Grimaldi.
- 30 octobre: Pinochet assigné à résidence dans cette affaire.
- 8 novembre: libéré sous caution.
- 27 novembre: arrestation et assignation à résidence de Pinochet pour la "Caravane de la mort".
- 3 décembre: Pinochet a une attaque cardiaque.
- 10 décembre: décès de Pinochet.

Pour une chronologie plus étendue, vous pouvez consulter Kronobase :

<https://www.kronobase.org/chronologie-pays-Chili-35.html>

Pistes pédagogiques

- Chaque groupe d'élèves est chargé de restituer le contenu d'un article. Ensuite, les élèves constituent ensemble un récit chronologique des événements, ou, pour ce qui est de la seconde partie, une compréhension des choix économiques et de leurs motivations tels qu'analysés par des spécialistes de différents bords (pour ce dernier point, voir l'article de Pascal Salin et les réponses de lecteurs qui le suivent (Le Monde)).

- Des petits travaux de recherche pour comprendre l'Histoire du Chili peuvent aussi être proposés indépendamment des articles afin de constituer une vision d'ensemble avec de petites présentations. Possibilités de sujets : Le Chili avant la colonisation, le peuple Mapuche, le Chili colonisé, la domination espagnole, la religion, l'indépendance, la domination étasunienne, les matières premières, l'inflation, vie et mort d'Allende, la politique économique et sociale d'Allende, les actions de la CIA, le coup d'Etat, Augusto Pinochet et la junte militaire, le « pinochétisme », la répression (stade national de Santiago, torture, disparitions, exils, etc.), Milton Friedman, les Chicago Boys, les années de dictature, le référendum chilien de 1988, Baltasar Garçon, Reed Brody (le « chasseur de dictateurs »), l'ombre de la dictature de nos jours, etc.

- Il est aussi possible d'organiser des petits travaux de recherche où les élèves vont présenter des notions. (colonisation, impérialisme, libéralisme, keynésianisme, néolibéralisme, communisme, socialisme, syndicalisme, inflation, nationalisation, dictature, FMI, etc)

Après l'étude du sujet, des échanges en classe peuvent être envisagés, par exemple avec les pistes suivantes :

- Discuter, à travers le cas chilien, de la possible séparation de la liberté politique et de la liberté économique.

- Discuter cette dédicace du Che : « A Salvador Allende, qui va au même endroit par d'autres chemins ». (Cité par Régis Debray, hébergé par Allende à sa sortie de 4 ans de prison, dans un article paru dans Le Monde diplomatique de septembre 2023, et repris par Le Courrier)

NB: Les aspects les plus tragiques ne sont qu'évoqués dans les textes du dossier, il est toutefois aussi possible de s'y intéresser (Le stade national, l'affaire Condor, Villa Grimaldi, caravane de la mort, Direction nationale du renseignement, etc)

Documents de référence pour aller plus loin

Avec Stéphane Boisard, conférencier de notre formation

Les "Chicago Boys", le "saccage" du Chili par un petit groupe d'économistes, 14/09/2023 (5'19'')

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/les-chicago-boys-le-saccage-du-chili-par-un-petit-groupe-d-economistes-6842609>

Épisode 3/4 (Série : Les penseurs du libéralisme) : Milton Friedman et les Chicago Boys, 15/05/2019 (58')

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/milton-friedman-et-les-chicago-boys-6646961>

ou

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/milton-friedman-et-les-chicago-boys-8236650>

Sur Cairn.info :

BOISARD Stéphane, HEREDIA Mariana, « Laboratoires de la mondialisation économique. Regards croisés sur les dictatures argentine et chilienne des années 1970 », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 2010/1 (n° 105), p. 109-125. DOI : 10.3917/ving.105.0109.

URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-1-page-109.htm>

DES FILMS (recommandés pour un public scolaire)

Sur le Chili :

Patricio Guzmán : *Nostalgie de la lumière* (2010) et *Le bouton de nacre* (2015), les autres films semblant moins adaptés pour des élèves (*La bataille du Chili*, *Allende*, etc)

Mon ami Machuca, Andrés Wood, 2004.

Mieux comprendre le capitalisme et le marxisme :

Capitalisme, série Arte. Ilan Ziv, 2014 (6 épisodes de 53'). Sur la Plattform (ici la référence en passant par Flora) : [https://ge.ch/edufloraopac/servlet/ViewManager?](https://ge.ch/edufloraopac/servlet/ViewManager?menu=menu_view&record=default%3AUNIMARC%3A1110827&setCache=default.UNIMARC&fromList=true)

[menu=menu_view&record=default%3AUNIMARC](https://ge.ch/edufloraopac/servlet/ViewManager?menu=menu_view&record=default%3AUNIMARC%3A1110827&setCache=default.UNIMARC&fromList=true)

[%3A1110827&setCache=default.UNIMARC&fromList=true](https://ge.ch/edufloraopac/servlet/ViewManager?menu=menu_view&record=default%3AUNIMARC%3A1110827&setCache=default.UNIMARC&fromList=true)

ou en libre accès:

<https://edu.ge.ch/site/agora-stael/films-documentaires-en-ligne/capitalisme/>

Mieux comprendre la situation des pays du Sud, de la colonisation à la mondialisation:

La fin de la pauvreté? (film disponible dans de nombreux Cedocs, en libre accès ou sur Arte boutique) de Philippe Diaz, 2010 (120').

PODCASTS

Série France culture « Le coup d'Etat du général Pinochet: 11 septembre 1973 »

Épisode 1/4 : Le bombardement du palais présidentiel (15')

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/ils-l-ont-vecu/le-bombardement-du-palais-presidentiel-5065661>

Épisode 2/4 : Le début de l'oppression (14')

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/ils-l-ont-vecu/le-debut-de-l-oppression-8429076>

Épisode 3/4 : Le stade de la terreur (13')

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/ils-l-ont-vecu/le-stade-de-la-terreur-3073403>

Épisode 4/4 : La dictature s'installe (14')

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/ils-l-ont-vecu/la-dictature-s-installe-6667502>

Épisode 3/4 (Série d'Est en Ouest: Révolutions conservatrices) : Déréguler pour ordonner : dans le sillage des Chicago Boys, Avec Paul Jorion, 3/02/2016

<https://edu.ge.ch/site/plancinema/films-dossiers-langlais/histoire/le-chili/>

REVUE L'HISTOIRE

WEB dossier

<https://www.lhistoire.fr/webdossier/le-chili-de-pinochet-1973-1990>

Carte des régimes autoritaires en Amérique latine (1939 – 1990)

<https://www.lhistoire.fr/carte/les-r%C3%A9gimes-autoritaires-en-am%C3%A9rique-latine-1930-1990>

Articles

[*Le Chili peine à tourner la page Pinochet*](#), Mardi 06 septembre 2022

Dimanche 4 septembre 2022, le Chili rejette par référendum à 61,9 % la proposition de nouvelle Constitution qui vise à remplacer celle de 1980, héritée de la dictature de Pinochet.

[*1970 : Allende, une chute programmée ?*](#), de Olivier Compagnon dans le mensuel 475, septembre 2020

Il y a cinquante ans, le 4 septembre 1970, Salvador Allende arrivait en tête de l'élection présidentielle au Chili, mais sans majorité. La peur d'un « second Cuba » s'empare de la droite chilienne et des États-Unis, qui firent tout pour empêcher l'accession au pouvoir d'un marxiste. L'idée d'un coup d'État était en germe.

[*La vérité sur le plan Condor*](#), de Maud Chirio, Mariana Joffily dans le mensuel 465, novembre 2019

Longtemps le « plan Condor » fut une rumeur. Depuis les années 1990, les archives montrent bien comment les dictatures latino-américaines se sont entendues pour éliminer leurs opposants avec la complicité de la CIA.

[*Le Chili face à ses crimes*](#), de Claudia Hilb dans le mensuel 391, septembre 2013

[*11 septembre 1973, anatomie d'un coup d'État*](#), de Gilles Bataillon dans le mensuel 391, septembre 2013

Le 11 septembre 1973, un putsch met un terme brutal aux trois ans de gouvernement de l'Unité populaire de Salvador Allende. Comment le Chili, le pays le plus démocratique d'Amérique latine, en est-il arrivé là ?

[*La culture bâillonnée*](#), dans le mensuel 391, septembre 2013

Victor Jara et Pablo Neruda : deux figures de la culture chilienne, balayée par le coup d'État.

[*Années de plomb*](#), de Daniel Bermond dans le mensuel 350, février 2010

Plus de vingt ans après leur chute, l'état de la recherche sur les dictatures militaires en Amérique latine.

[*La prise du pouvoir par Pinochet*](#), de Olivier Compagnon dans dans le mensuel 279, septembre 2003

[*Les crimes du général Pinochet*](#), de Pierre Vayssière dans le mensuel 242, avril 2000

Arrêté à Londres en octobre 1998, le général Pinochet, responsable de plus de 3 000 victimes et disparus au Chili, vient d'échapper à une extradition vers l'Espagne et a pu retourner dans son pays. Pierre Vayssière analyse les raisons profondes du coup d'État de 1973. Et s'interroge sur la passion que suscite cette affaire dans l'opinion française.

[*Faut-il juger Pinochet ?*](#), de Henry Rousso dans le mensuel 228, janvier 1999

Juger Pinochet en dehors du Chili, c'est affirmer la prééminence d'une justice et d'une mémoire internationales sur les mémoires nationales officielles. Et abandonner implicitement le dogme de l'unicité de la Shoah, nous dit Henry Rousso, directeur de l'Institut de l'histoire du temps présent.

[*L'affaire Pinochet*](#), de Guy Hermet dans le mensuel 227, décembre 1998

[*Le miracle économique chilien a-t-il eu lieu ?*](#), de Pierre Vayssière dans le mensuel 125, septembre 1989

Peut-on vraiment parler d'un «miracle économique» chilien sous la dictature d'Augusto Pinochet? A l'aube de l'élection présidentielle du 14 décembre prochain, qui devrait mettre fin au règne du «Capitaine Général», Pierre Vayssière dresse un bilan de l'évolution économique et politique du Chili depuis le coup d'État militaire de septembre 1973.

[*L'échec d'Allende \(1970-1973\)*](#), de Guy Bourdè dans le mensuel 48, septembre 1982